



Cartographie des capacités de résilience et de consolidation de la paix

**Opérationnaliser le Nexus Humanitaire –
Développement – Paix au Burkina Faso**

Cartographie des capacités de résilience et de consolidation de la paix

**Opérationnaliser le Nexus Humanitaire –
Développement – Paix au Burkina Faso**

Les conclusions, analyses et recommandations contenues dans le présent Rapport ne représentent pas la position officielle du système des Nations Unies ni d'aucun État membre des Nations Unies faisant partie de son Conseil d'administration. Elles ne sont pas non plus nécessairement agréées par ceux qui sont mentionnés dans les remerciements ou cités.

Tous droits réservés

Copyright : @UNDP

Photo de couverture:

<https://www.interpeace.org/initiative/analyzing-conflict-resilience/>

Date de publication : Août 2021

Les polices typographiques utilisées dans ce rapport sont Suisse International, Suisse Works et Suisse Neue, par Swiss Typefaces qui sponsorise généreusement Interpeace.

www.swisstypefaces.com

Quai Perdonnet 19

1800 Vevey

Switzerland

La reproduction de courts extraits de ce rapport est autorisée sans autorisation écrite formelle, à condition que la source originale soit correctement référencée, incluant le titre du rapport, l'auteur et l'année de publication. L'autorisation d'utiliser des parties de ce rapport, en entier ou en partie, peut être accordée par écrit. En aucun cas le contenu ne peut être altéré ou modifié, incluant les légendes et citations. Ceci est une publication d'Interpeace et les Nations Unies. Les publications de ces dernières ne reflètent pas spécifiquement un intérêt national ou politique. Les opinions exprimées dans cette publication ne représentent pas nécessairement les vues d'Interpeace ou des Nations Unies. Pour des autorisations ou informations complémentaires, merci de contacter wao@interpeace.org registry.bf@undp.org ou bf.communication@undp.org

Cartographie des capacités de résilience et de consolidation de la paix

**Opérationnaliser le Nexus Humanitaire –
Développement – Paix au Burkina Faso**

Financement du projet:

United-Nations Facility for the Implementation of the SDGs for Fragile and Conflict-Affected Situations

United Nations Development Programme



*Au service
des peuples
et des nations*

Équipe de recherche et publication

Système des Nations Unies

Représentant resident PNUD	Mathieu Ciowela
----------------------------	-----------------

Représentante résidente adjointe PNUD	Isabelle Tschan
---------------------------------------	-----------------

Conseiller en prévention des conflits et résilience PNUD	Martin Mbanda
--	---------------

Chef de Bureau de OCHA	Kristen Knutson
------------------------	-----------------

Interpeace Afrique de l'Ouest

Représentante régionale senior des programmes Afrique de l'Ouest	Alessia Polidoro
--	------------------

IPAT Interpeace	Salif Nimaga
-----------------	--------------

Interpeace Burkina Faso

Représentant pays	Cheick Fayçal Traoré
-------------------	----------------------

Equipe de recherche	K. Adrienne Nana (chercheuse principale) Yann Soma (chercheur principal) Oumarou Diallo (chercheur assistant) Mahamadi Ouedraogo (chercheur audiovisuel)
---------------------	---

Equipe d'appui	Tacite Delma (chargé des opérations) Sandra Sombié (chargée d'appui aux opérations)
----------------	--



Bureau de Ouagadougou

Quartier Ouaga 2000 – Secteur 54 Section 288 A
01 BP 6313 Ouagadougou 01 Burkina Faso

info@interpeace.org
www.interpeace.org
@InterpeaceTweet



*Au service
des peuples
et des nations*

Programme des Nations Unies pour le Développement

Twitter : @PNUD_BFA
Facebook : @pnudburkinafaso
Contacts : registry.bf@undp.org et
bf.communication@undp.org
www.bf.undp.org

Table des matières

Pour parcourir ce document, cliquez sur n'importe quel titre de la table des matières.
Pour revenir ici, cliquez sur un numéro de page

8	Acronymes
10	Remerciements
11	Visualisation de l'opérationnalisation du nexus au Burkina Faso
15	1. Introduction
19	2. Méthodologie de la recherche
19	2.1. Méthodologie
20	2.2. Difficultés rencontrées et limites de l'étude
23	3. Résultats de l'étude
23	3.1. Contexte HDP au Burkina Faso
29	3.2. Etat des lieux de l'opérationnalisation du nexus HDP au Burkina Faso
53	4. Conclusions
53	Opportunités et contraintes
55	Domaines de convergence
61	5. Recommandations et actions
66	Bibliographie
69	Annexes
69	Annexe I : Liste des personnes interviewées
73	Groupes de discussion

Acronymes

AGED	Association pour la gestion de l'environnement et le développement
APIL	Action pour la promotion des initiatives locales
ATAD	Alliance technique pour l'assistance au développement
CAD	Comité d'aide au développement
CCA	Common Country Analysis
CODESUR	Comité départemental de secours d'urgence et de réhabilitation
CONAREF	Commission nationale pour les réfugiés
COPROSUR	Comité provincial de secours d'urgence et de réhabilitation
CORESUR	Comité régional de secours d'urgence et de réhabilitation
DRC	Danish Refugee Council
DREP	Direction régionale de l'économie et de la planification
EPCP	Exercice d'évaluation de la prévention et de la consolidation de la paix (PPBA en sigle anglais)
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FDS	Forces de défense et de sécurité
HDP	Humanitaire – développement – paix
IPAT	Interpeace Advisory Team Equipe consultative d'Interpeace
MAP	Matrice des actions prioritaires
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OCHA	Office for the Coordination of Humanitarian Affairs Bureau de l'ONU pour les affaires humanitaires
ODD	Objectifs de développement durable
OIM	Organisation internationale pour les migrations
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OSC	Organisation de la société civile
PAM	Programme alimentaire mondial
PBF	Fonds des Nations unies pour la consolidation de la paix
PCD	Plan communal de développement
PDI	Personne déplacée interne
PLD	Plan local de développement
PNDES	Plan national de développement économique et social
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement

PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PRD	Plan régional de développement
PTF	Partenaire technique et financier
PUS	Programme d'urgence pour le Sahel
RFLTP	Réseau des femmes leaders pour la tolérance et la paix
S&E	Suivi et évaluation
TDH	Terre des Hommes
UE	Union européenne
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la population
HCR	Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés

Remerciements

Le présent travail de recherche est une volonté du Système des Nations Unies avec en première ligne le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et mis en œuvre par Interpeace.

Au terme de ce processus participatif, nos remerciements vont tout d'abord au Système des Nations Unies, principalement le PNUD, pour la confiance et la bonne collaboration.

Nos remerciements vont ensuite au gouvernement du Burkina Faso, principalement, à Madame la Ministre déléguée auprès de Monsieur le Ministre de l'économie, des finances et du développement, chargée de l'aménagement du territoire et de la prospective ; à Madame la Ministre déléguée auprès de Monsieur le Ministre d'Etat, de l'administration territoriale et de la décentralisation, chargée de la décentralisation ; aux Partenaires techniques et financiers ; aux organisations internationales et organisations de la société civile nationales ; à l'administration centrale ; aux collectivités locales ; aux services techniques déconcentrés des régions du Centre-Nord, du Sahel, de la Boucle du Mouhoun, aux populations des régions et aux personnes déplacées internes.

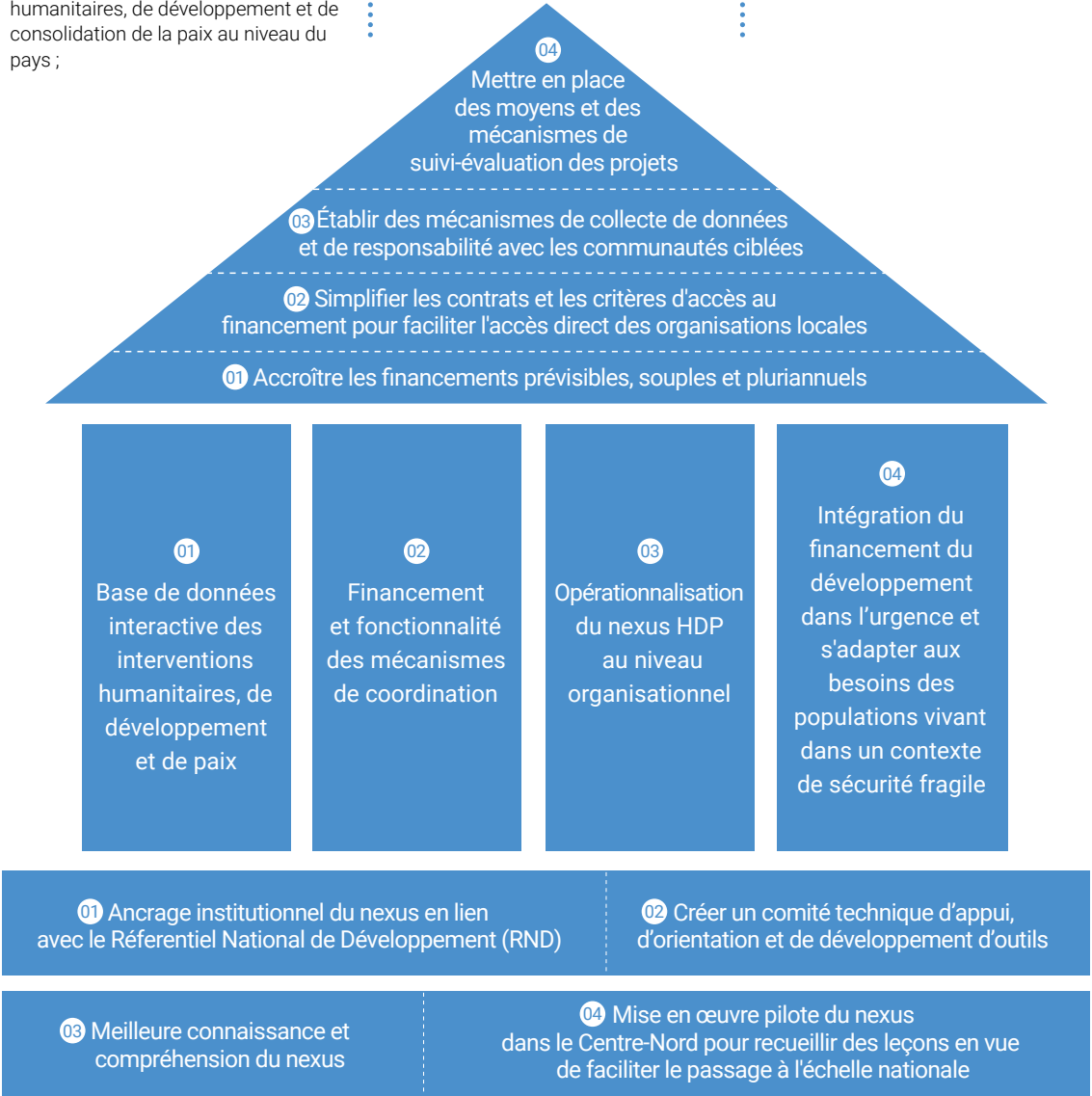
Visualisation de l'opérationnalisation du nexus au Burkina Faso

De façon schématique, sur la base des recommandations, le processus de l'opérationnalisation du nexus HDP au Burkina Faso peut être matérialisé sous la forme architecturale d'une maison avec un fondement, des piliers et une toiture. Le graphique suivant en présente les différentes étapes.

Opérationnalisation du nexus au Burkina Faso

Pour opérationnaliser le nexus, trois étapes sont nécessaires :

- L'étape 1 est constituée de l'ensemble des premières composantes que le gouvernement burkinabè et les autres parties prenantes doivent mettre en oeuvre pour rendre le nexus opérationnel. L'ancrage institutionnel de celui-ci est essentiel pour la coordination nationale et internationale des réponses aux besoins humanitaires, de développement et de consolidation de la paix au niveau du pays ;
- L'étape 2, celle des piliers, indique la stratégie que le gouvernement burkinabè, les partenaires techniques et financiers (PTF), les organisations non gouvernementales (ONG) internationales et les autres parties prenantes doivent adopter pour rendre le nexus opérationnel ;
- L'étape 3 qui comprend la toiture fait référence aux ressources humaines, financières, techniques et outils nécessaires à la mise en oeuvre du nexus.



Synthèse des recommandations

Première étape Fondation

Recommandations indispensables et urgentes à mettre en œuvre pour l'opérationnalisation du nexus

- Valider le processus de l'opérationnalisation du nexus au niveau central à travers un ancrage institutionnel en lien avec les mécanismes du RND.
- Créer un comité technique d'appui aux acteurs, d'orientation et de développement d'outils pour la mise en œuvre du nexus.
- Favoriser une meilleure connaissance et compréhension de l'approche nexus.
- Engager la mise en œuvre du nexus par certaines régions notamment celles qui ont bénéficié de l'étude pour produire des évidences et faciliter un passage à l'échelle nationale (utiliser le cas de la région de Centre-Nord comme une expérience pilote).
- Intégrer la dimension consolidation de la paix dans le RND ainsi que dans ses outils de suivi et évaluation.
- Mettre en place un mécanisme d'information en temps réel sur les risques et incidents de sécurité et catastrophes.
- Promouvoir une approche intégrée dans les zones et domaines de convergence.
- Intensifier le travail de la Troïka sur l'analyse conjointe pour une meilleure appréciation de la contribution des PTF aux résultats nexus humanitaire, développement et paix (HDP) et alimenter le dialogue avec le gouvernement sur les orientations nationales.
- Harmoniser le contenu de la dimension paix au sein de la Troïka en s'accordant sur les terminologies : "paix, sécurité et cohésion sociale."
- Renforcer la cohérence des mécanismes de financement de l'aide humanitaire, du développement et de la consolidation de la paix dans l'esprit de surmonter les silos internes de la coopération bi- et multilatérale.
- Garantir des financements structurants pour la mise œuvre des stratégies et mécanismes nationaux propices à l'opérationnalisation du nexus HDP, tel que la Matrice d'Action Prioritaire du programme d'urgence du Sahel (MAP/PUS), le RND, les plans locaux de développement (PLD).
- Fédérer et renforcer davantage au niveau régional, provincial et communal les mécanismes de coordination.
- Renforcer au niveau des mécanismes de financement la prise en compte des besoins urgents et sur le long terme, et des populations touchées, en particulier celles marginalisées.
- Investir dans la participation active des organisations de la société civile (OSC) et les institutions locales à travers une coordination de qualité sur le nexus HDP.
- Assurer le respect de la charte internationale de partenariat en incluant le leadership local dans le cahier des charges des organisations internationales.
- Renforcer le dialogue entre le gouvernement, les collectivités locales et les PTF sur la complémentarité entre les approches sécuritaire et consolidation de la paix.
- Renforcer les échanges, la concertation et la coordination entre les acteurs de la sécurité, de la stabilisation, du développement et de l'aide humanitaire dans le respect des principes d'intervention de chacun selon la démarche nexus.

Deuxième étape Piliers

Recommandations essentielles pour le bon fonctionnement du nexus

- Investir davantage dans la déconcentration et la décentralisation pour assurer le financement et la fonctionnalité des mécanismes de coordination aux niveaux régional, provincial et communal et renforcer le lead des services déconcentrés et décentralisés de l'Etat au niveau des clusters. A court terme, il conviendrait pour l'Etat de renforcer sa présence ainsi que la sécurisation dans les zones fragiles.
- Investir davantage dans la déconcentration et la décentralisation pour assurer le financement et la fonctionnalité des mécanismes de coordination au niveau régional, provincial et communal, et renforcer le lead des services déconcentrés et décentralisés de l'Etat au niveau des clusters. A court terme, il conviendrait pour l'Etat de renforcer sa présence ainsi que la sécurisation dans les zones fragiles.
- Inciter l'opérationnalisation du nexus HDP au niveau organisationnel.
- Intégrer davantage les aspects de développement dans les financements et adapter l'appui en fonction des besoins des populations vivant dans un contexte sécuritaire fragile.

Troisième étape Toiture

Recommandations permettant d'assurer l'impact et la visibilité du nexus

- Accroître les financements prévisibles, souples et pluriannuels soutenus par un renforcement des outils de gestion adaptative
- Accroître les financements prévisibles, souples et pluriannuels soutenus par un renforcement des outils de gestion adaptative.
- Mettre en place des mécanismes de collecte de données, de redevabilité et de plaintes directement auprès des communautés touchées par des interventions surtout dans des contextes difficiles.
- Mettre en place des moyens et des mécanismes de suivi-évaluation des projets.

1. Introduction

1. Introduction

Interpeace a été chargée par le système de Nations Unies, à travers le PNUD, de conduire une analyse des capacités des acteurs intervenant dans les domaines de l'aide humanitaire, du développement et de la consolidation de la paix à mettre en œuvre l'approche nexus afin de contribuer à l'implémentation d'une plateforme d'accélération du nexus humanitaire, développement et paix (nexus HDP) au Burkina Faso. Pour ce faire, elle a réalisé une analyse organisationnelle des acteurs HDP et un mapping des différents systèmes de collaboration existant entre les différents piliers. La recherche s'est appuyée à la fois sur une analyse des acteurs clés, des mécanismes de coordination existant, des capacités de résilience locales et des bonnes pratiques capables de soutenir une mise en œuvre efficace de la plateforme d'accélération du nexus HDP.

Ces actions entreprises permettent d'atteindre les objectifs spécifiques suivants :

- identifier les domaines de convergence entre les acteurs humanitaires, du développement et de la consolidation de la paix qui pourraient conduire à une collaboration proactive et plus étroite entre les secteurs ;
- identifier les obstacles et les contraintes aux échanges et à la coordination entre les acteurs afin de mettre en place des systèmes de collaboration sectorielle résilients ;
- identifier les points d'entrée et les possibilités d'engagement et de collaboration durables entre les acteurs, aux niveaux national et local, afin d'améliorer et de renforcer le nexus HDP ;
- fournir un contenu basé sur des données probantes pour éclairer l'élaboration du prochain Plan national de développement économique et social (PNDES).

Pour conduire à bien cette mission, Interpeace a mené un processus de recherche orienté vers l'action afin d'assurer la pertinence de l'analyse en vue de la formulation de recommandations réalistes. Le travail de recherche s'est fondé sur la définition du nexus HDP du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE/CAD), à savoir « une approche fondée sur l'articulation entre action humanitaire, développement et recherche de la paix ou autrement dit l'imbrication entre l'action humanitaire, les activités de développement et les efforts de recherche de la paix ».¹ La recherche prend également en compte une littérature de plus en plus disponible au niveau mondial sur la thématique.²

1 OECD/CAD (2019): [Recommandation du CAD sur l'articulation entre action humanitaire, développement et recherche de la paix](#).)

2 Voir par exemple : Südhoff, Ralf et al. (2020): [The Triple Nexus in Practice: Challenges and Options for Multi-Mandated Organisations \(Centre for Humanitarian Action\)](#) ; Hövelmann, Sonja (2020): [Triple Nexus to go: Humanitarian Topics Explained](#). Centre for Humanitarian Action (CHA); Pedersen, Finn Skadkaer (2020) : [The Triple Nexus. Building Resilience, Introduction and Discussions](#); Böhm, Daniela (ed.) (2019) : [The Nexus. Joining Forces – Peace-building – Humanitarian Assistance and Development Co-operation](#). Rural 21 – The International Journal for Rural Development 1/2019; Center on International Cooperation (2019) : [The Triple Nexus in Practice: Toward a New Way of Working in Protracted and Repeated Crises](#); Medinilla, Alfonso et al (2019) : [Think Local. Governance, Humanitarian Aid Development Peacebuilding in Somalia](#). Discussion Paper No. 246. ECDPM; Oxfam (2019) : [The Humanitarian-Development-Peace Nexus: What Does it Mean for Multi-mandated Organizations?](#); Pedersen, Finn Skadkaer et al (2019) : [Stabilization-Development Nexus](#); SIPRI (2019) : [Connecting the Dots on the Triple Nexus](#); CARE (2018) : [Doing Nexus Differently: How can Humanitarian and Development Actors Link or Integrate Humanitarian Action, Development, and Peace?](#) ; Carbonnier, Gilles (2018) [Revisiting the Nexus: Numbers, Principles and the Issue of Social Change](#)“. Humanitarian Law & Policy Blog; ICVA (2018) : [The 'Nexus' Explained](#). Briefing Paper; Peters, Katie et Pichon, Florence (2017) : [Crisis Modifiers. A Solution for a more Flexible Development-Humanitarian System](#). BRACED.

2. Méthodologie de la recherche

2. Méthodologie de la recherche

2.1. Méthodologie

La collecte des données a été réalisée à travers trois outils : la revue documentaire, les entretiens avec des informateurs clés et des groupes de discussion. Elle s'est focalisée sur des acteurs opérant aux niveaux national et local à travers des études de cas effectuées dans trois régions du pays. Un échantillon a été prélevé parmi ceux intervenant auprès des populations en tenant compte de leur diversité, pour as-

surer leur représentativité. A travers la méthode de la boule de neige, les acteurs touchés au niveau national ont contribué à identifier d'autres interlocuteurs pertinents pour le processus.

Au regard des résultats attendus de l'étude, l'analyse des données collectées a été qualitative.

Revue documentaire

La revue documentaire a consisté à exploiter aussi bien les documents officiels que ceux internes aux organisations. Il s'agit essentiellement :

- de documents stratégiques nationaux comme le Plan national de développement économique et social (PNDES), la note d'orientation du nouveau référentiel national de développement, le Programme d'urgence pour le Sahel au Burkina Faso (PUS-BF), la Matrice d'actions prioritaires (MAP) ;
- de documents stratégiques des organisations aux niveaux mondial et national ;
- d'analyses sur la situation humanitaire et les réponses y afférentes ;
- d'analyses de conflits ;
- de documents de programmes et projets pertinents ;
- d'outils de suivi & évaluation ;
- d'évaluations et études sur les programmes au Burkina Faso ;
- de documents généraux permettant d'approfondir la réflexion sur le concept du nexus HDP.

Entretiens avec des informateurs clés

Des entretiens individuels ont été réalisés auprès de 91 personnes. Il s'agit de 21 personnes du système des Nations Unies, 27 représentants de l'Etat dont un ministre, 36 membres d'ONGs, un représentant des autorités traditionnelles et 6 acteurs bi/multilatéraux. La liste complète des personnes interviewées se trouve en Annexe 1.

Les entretiens ont été conduits de façon semi-structurée en présentiel ou à distance sur la base d'un guide d'entretien. Celui-ci a été adapté selon les cibles. Les entretiens ont suivi de manière flexible les grandes lignes du guide d'entretien en vue de permettre une analyse approfondie et des réponses ouvertes de la part des parties prenantes.

Groupes de discussion

Sept groupes de discussion avec des personnes déplacées internes (PDI) et membres des communautés hôtes, des bénéficiaires de projets et des membres des clusters ont été réalisés. Au total, 92 personnes, dont 40 femmes et 52 hommes, ont participé aux groupes de discussion.

Trois études de cas ont été réalisées dans les régions du Sahel, du Centre-Nord et de la Boucle du Mouhoun. Sur les cinq régions préalablement identifiées, trois ont été ciblées particulièrement en raison de la typologie et la diversité des acteurs en présence. Il s'agit des régions qui se caractérisent par l'ampleur des interventions menées en matière de développement mais aussi de la situation humani-

taire et sécuritaire avec un très grand nombre de déplacés internes.

La collecte des données sur le terrain a été conduite par une équipe composée de chercheurs d'Interpeace et s'est déroulée du 13 au 20 octobre 2020 dans la région du Sahel, du 19 au 26 janvier 2021 au niveau de la région de la Boucle du Mouhoun et du 31 janvier au 8 février 2021 dans la région du Centre-Nord.

Des informations ont été également collectées dans la région du centre (Ouagadougou). Au total, 183 personnes ont été rencontrées. Les informations collectées ont permis d'élaborer un rapport d'étude validé par différents acteurs.

Validation des résultats

Un comité consultatif a été mis en place lors du lancement officiel du processus et avait pour mission notamment de valider le rapport de démarrage, de même que les résultats préliminaires et définitifs de la présente analyse. Ainsi, deux sessions ont pu se tenir par visioconférence sous la modération du PNUD et d'Interpeace et ont permis d'enrichir et de réorienter l'étude.

Des ateliers régionaux de validation des résultats de l'étude ont eu lieu du 24 mai au 1^{er} juin 2021 dans les trois régions.

Un atelier national de restitution et de validation des résultats de l'étude s'est tenu à Ouagadougou du 1^{er} au 2 juillet et a regroupé les différentes parties prenantes ainsi que d'autres acteurs impliqués de façon directe ou indirecte dans la réponse aux besoins des populations.

Ces ateliers ont permis de compléter les résultats de l'analyse et de prioriser les recommandations.

2.2. Difficultés rencontrées et limites de l'étude

Certains faits ont pu constituer des freins au processus de collecte des données sur le terrain. L'inexistence dans les trois régions d'une cartographie consolidée de l'ensemble des acteurs qui y interviennent a rendu difficile celle-ci auprès des acteurs œuvrant sur la paix). En effet, ceux-ci ne sont connus ni des structures étatiques, ni des autres ac-

teurs qui interviennent dans le même domaine ou dans d'autres domaines. Outre cette difficulté, le faible accès aux documents (lié à une réticence d'un certain nombre d'interlocuteurs à les partager) et la non-disponibilité de certains acteurs pour les entretiens ont aussi constitué des limites.

3. Résultats de l'étude

3. Résultats de l'étude

3.1. Contexte HDP au Burkina Faso

Le Burkina Faso est l'un des sept pays pilotes en ce qui concerne l'opérationnalisation du nexus HDP, un processus supervisé par le *Joint Steering Committee to Advance Humanitarian and Development Collaboration (JSC)*.³

En novembre 2017, une mission conjointe des Nations Unies MAPS (Mainstreaming, Acceleration and Policy Support) au Burkina Faso pour soutenir la mise en œuvre des ODD a identifié le lien humanitaire, développement et paix comme un accélérateur essentiel pour permettre au pays de réaliser ses ambitions en matière de développement durable d'ici 2030. Les missions antérieures et documents stratégiques sur les trois piliers ont confirmé la nécessité de renforcer la collaboration et la cohérence au sein du nexus HDP afin d'accélérer la mise en œuvre du programme 2030 et de renforcer le programme de prévention dans ce pays.

En février 2019, le représentant spécial de l'ONU pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (SRSG/UNOWAS), Mohammed Ibn Chambas, a conduit une mission afin d'évaluer l'organisation de l'équipe pays des Nations Unies au Burkina Faso pour répondre aux priorités du pays et les possibilités d'appui des Nations Unies au regard des capacités disponibles. La mission a également confirmé la nécessité pour les agences, fonds et programmes des Nations Unies de passer à des procédures accélérées, de renforcer leur capacité à fournir un soutien intégré et d'améliorer leur proximité avec les populations dans le besoin, pour assurer plus d'efficacité de leurs interventions. Il a aussi été recommandé que la capacité des agences à concevoir, mettre en œuvre et suivre des programmes de prévention des conflits et de consolidation de la paix soit renforcée.

3.1.1. Situation humanitaire

Le Burkina Faso est confronté à une crise sévère et multidimensionnelle due à l'impact sur la population civile des conflits et tensions intercommunautaires et des violences liées aux activités croissantes des groupes armés entraînant de considérables risques en matière de sécurité. D'autres facteurs sont en lien avec les catastrophes naturelles et les aléas du changement climatique qui conduisent à une insécurité alimentaire et nutritionnelle prononcée. La pandémie de la COVID-19 a davantage aggravé cet état de fait. Le pays compte autour de 1,2 million de personnes déplacées,⁴ environ 3,5 millions de personnes sont en situation de précarité, parmi lesquelles 1,3 million ont des besoins de survie, et 2,9 millions en situation d'insécurité alimentaire.

Au total, 2,5 millions de personnes n'ont pas accès aux services de santé et environ 813 000 sont privées d'éducation. Les régions du Sahel et du Centre-Nord ont enregistré en moins de cinq ans 690 000 personnes déplacées internes contre 32 000 PDI au niveau de la région de la Boucle du Mouhoun. Les services sociaux de base comme les centres de santé et les écoles connaissent des dysfonctionnements conduisant à la fermeture de certains sites. La région du Sahel enregistre le plus fort taux (72 centres de santé fermés contre 30 dans la région du Centre-Nord et 10 dans la région de la Boucle du Mouhoun).

Une grande partie des régions du Sahel et du Centre-Nord fait face à d'importantes difficultés d'accessi-

3 United Nations Joint Steering Committee (2019) : [Burkina Faso. Joint Steering Committee Progress Review](#).

4 OCHA (2021) : [Burkina Faso: plan de réponse humanitaire 2021. Version Abrégée \(janvier 2021\)](#).

bilité. Cette situation est toutefois moins accentuée dans la région de la Boucle du Mouhoun, à l'exception des zones frontalières avec le Mali.⁵ En préparation du Plan de réponse humanitaire 2021, 67 organisations humanitaires, dont des entités des Nations Unies, et plus d'une quarantaine d'ONG nationales et internationales ont soumis des projets, en vue d'apporter une réponse appropriée. Ce chiffre dénote à la fois de l'intérêt mais aussi du caractère pré-occupant de la situation humanitaire dans le pays.

Le Plan national de développement économique et social (PNDES) 2016-2020 est l'instrument clé du gouvernement pour répondre à cette situation. Il repose sur trois axes :

- réformer les institutions et moderniser l'administration,
- développer le capital humain
- dynamiser les secteurs porteurs pour l'économie et les emplois.⁶

PNDES 2016-2020

Gouvernance : L'amélioration de l'efficacité des gouvernances politique, administrative, économique, locale et environnementale

Industrie : L'émergence d'une économie moderne basée sur un secteur primaire évolutif, plus compétitif ; et des industries de transformation et de services plus dynamiques permettant de réaliser un taux de croissance économique annuel moyen de 7,7% ; et créatrice d'au moins 50 000 emplois décents par an

Réduction de la pauvreté : La baisse de l'incidence de la pauvreté pour qu'elle soit inférieure à 35% en 2020

Croissance démographique : La maîtrise de la croissance démographique annuelle afin qu'elle soit ramenée à 2,7% en 2020

Capital humain : L'accélération du niveau de développement du capital humain

Développement durable : Le changement des modes de production et de consommation s'inscrivant dans une perspective de développement durable.

L'évaluation indépendante du PNDES à mi-parcours fait ressortir les données suivantes :

Au niveau de l'efficacité, globalement, le taux de réalisation des effets du PNDES calculé sur la base des données disponibles remonte à 65,67%. Ce résultat est le reflet de (i) la bonne performance au niveau de l'axe 1 dont la réalisation est de 71,32%, (ii) la performance jugée moyenne au niveau de l'axe 2 « développer le capital humain » avec un taux de réalisation de 47,81%, (iii) la bonne performance au niveau de l'axe 3 « dynamiser les secteurs porteurs pour l'économie et les emplois » dont le taux de réalisation s'élève à 77,88%.⁷

Quant au niveau d'atteinte des ODD, seuls 15 indicateurs sur 28 ont pu être documentés. Sur ce nombre, onze indicateurs ont connu une amélioration, trois sont restés stationnaires et un a régressé (à savoir la part de l'industrie manufacturière dans le Produit intérieur brut (PIB), qui est de 5,40% pour une cible de 8%).

Selon le rapport du développement humain publié en 2020, le Burkina Faso était classé 182e/189, malgré des progrès réalisés en matière de développement. En effet, les politiques publiques n'ont pas suffi à assurer la sécurité et la paix et à générer une dynamique de création de richesses permettant une amélioration conséquente du bien-être des Burkinabè, notamment ceux vivant en milieu rural avec une incidence de 47,5% contre 13,6% en milieu urbain. Outre les facteurs exogènes (insécurité venue des pays du Nord-Sahel, pandémie de la COVID-19), cette situation résulte des insuffisances structurelles du système de sécurité nationale, du système national de production, de la faiblesse du capital humain et de la solidarité nationale, des insuffisances des gouvernances politique, administrative et économique. Le Programme national de développement économique et social (PNDES), principal référentiel de développement pour la période 2016 - 2020, a mis en place des mécanismes aussi bien de pilotage (Cadre sectoriel de dialogue) qu'opérationnels à travers les politiques sectoriels des différents départements ministères afin d'atteindre les principaux résultats attendus. Malheureusement, de nombreux facteurs imprévus induits par la crise sécuritaire sans précédent que connaît le pays, n'ont pas facilité la mise en œuvre des programmes et pro-

5 Shelter Cluster/HCR (2021) : [Burkina Faso. Cartographie des contraintes d'accessibilité \(à la date du 31 déc. 2021\)](#).

6 Pour plus d'informations, voir <https://www.pndes.gov.bf/>.

7 IPSO Conseils & Institut Develop (2020) : [Evaluation indépendante à mi-parcours de la mise en œuvre du Plan national de développement économique et social \(PNDES\). Rapport Final](#), p. 13.

jets initiaux, dans certains cas, ont obligé un changement de trajectoire et rendu d'avantage ardue la cohérence et la coordination des interventions. Au regard des insuffisances et pour valoriser les potentialités qui existent, le Programme national de développement économique et social (PNDES-II) a identifié des défis majeurs à relever, en adéquation avec le contexte. Il s'agit : (i) du renforcement de la résilience du pays, de la paix et de la cohésion sociale, (ii) de la consolidation du développement du capital humain, (iii) de l'amélioration de la gouvernance ; (iv) de l'approfondissement de la transformation de

l'économie nationale et (v) de l'amélioration du financement de l'économie et de la mise en œuvre des politiques publiques. Son processus de finalisation et d'approbation est toujours en cours au niveau du gouvernement.

Ce nouvel outil de pilotage du développement présente une opportunité stratégique pour la mise en œuvre du nexus humanitaire, développement et paix, tout en tenant compte du contexte sécuritaire particulier.

3.1.2. Situation de développement

En 2020, malgré des progrès significatifs au fil des ans, le Burkina Faso restait classé 182^e sur 189, selon l'Indice de développement humain.⁸ Au niveau national, la pauvreté est essentiellement rurale, avec un indice de 47,5% contre 13,6% en milieu urbain. La région du Sahel (21%) a un indice de pauvreté inférieure à l'indice global (40,1%), contrairement au Centre-Nord (47%) et à la Boucle du Mouhoun (59,7%).⁹

Dans le domaine de l'habitat, en 2014, 77% des ménages résidaient dans des logements précaires (matériaux non définitifs), dont 39,5% en milieu urbain et 92% en milieu rural. Toutefois, pour l'assainissement, le Centre-Nord avait un taux d'accès aux in-

frastructures compris entre 5% et 10% tandis que le Sahel et la Boucle du Mouhoun avaient un taux inférieur à 5%.

L'évolution de la pauvreté multidimensionnelle, saisie à travers le cadre et les conditions de vie des ménages urbains et ruraux, montre les disparités spatiales du niveau de privation des populations dans l'accès aux services de base et aux opportunités de revenus. En matière d'électricité par exemple, la proportion des ménages utilisant l'électricité comme principale source d'éclairage était de 20,1% dans la Boucle du Mouhoun, 8,3% au Centre-Nord et 5,9% au Sahel.

3.1.3. Situation en matière de paix

L'analyse des facteurs de conflits récemment conduite par Interpeace, à travers une approche de recherche action participative dans les 13 régions du pays, a relevé 4 causes profondes de conflits. Il s'agit du sentiment d'inégalité dans l'accès et la jouissance des opportunités, de la gouvernance sécuritaire confrontée à l'émergence des groupes d'auto-défense et des stéréotypes ethniques, de l'affaiblissement des capacités et/ou de la légitimité des cadres de transmission des normes et valeurs sociales.

Avec la chute du régime de Blaise Compaoré en

2014, la capacité déjà limitée de l'Etat à maintenir l'ordre s'est davantage affaiblie. La montée du banditisme, la multiplication des conflits fonciers et la résurgence des groupes d'autodéfense (Koglwéogo, Rouga, Dozo) sont des indices de la détérioration de la sécurité et de l'implantation des groupes djihadistes venus du Mali et du Niger ; car ces groupes exploitent la fragilité locale et attisent ou exacerbent les tensions intercommunautaires.¹⁰

Par ailleurs, les attentats meurtriers à Ouagadougou entre 2016 et 2018, ont mis à nu les fragilités du

8 IDH (2020) : [Human Development Report 2020](#).

9 Incidence de la pauvreté par région en 2009 et 2014 ; voir l'Enquête multisectorielle continue (EMC) 2014 dans le PNDES 2016-2020.

10 International Crisis Group (2020) : [Burkina Faso. Sortir de la spirale des violences](#).

système sécuritaire national et ont constitué le début d'une détérioration rapide de celui-ci avec la multiplication d'attaques perpétrées par des groupes armés dans plusieurs régions du pays. Les conflits

sont enregistrés sur une grande partie du territoire.¹¹ Les attaques¹², en grande partie menée par le groupe armé Ansaroul Islam, ont engendré des besoins significatifs en matière de paix dans le pays.

3.1.4. Soutien des partenaires techniques et financiers

Au cours des dernières années, l'aide au développement a sensiblement augmenté (d'au moins 100 millions de dollars par an) et l'aide humanitaire de façon exponentielle (une croissance de l'ordre de 800% entre 2017 et 2020), sans toutefois combler

l'ensemble des besoins. Le tableau suivant présente les derniers chiffres disponibles en millions de dollars et les met en relation avec le Produit intérieur brut (PIB) pour montrer le taux important de ces deux types d'aide :¹³

	2017	2018	2019	2020	2021
Aide au développement APD net	892,2	1 108,8	1 148,8	-	-
Aide humanitaire Fonds reçus	29,7	56,0	96,8	256,4	[15,7]
Aide humanitaire Fonds requis	61,1	90,3	187,0	424,4	607,9
Aide humanitaire Fonds en dehors du Plan	18,6	11,8	21,0	50,2	48,2
PIB	14 107	16 060	15 991	-	-

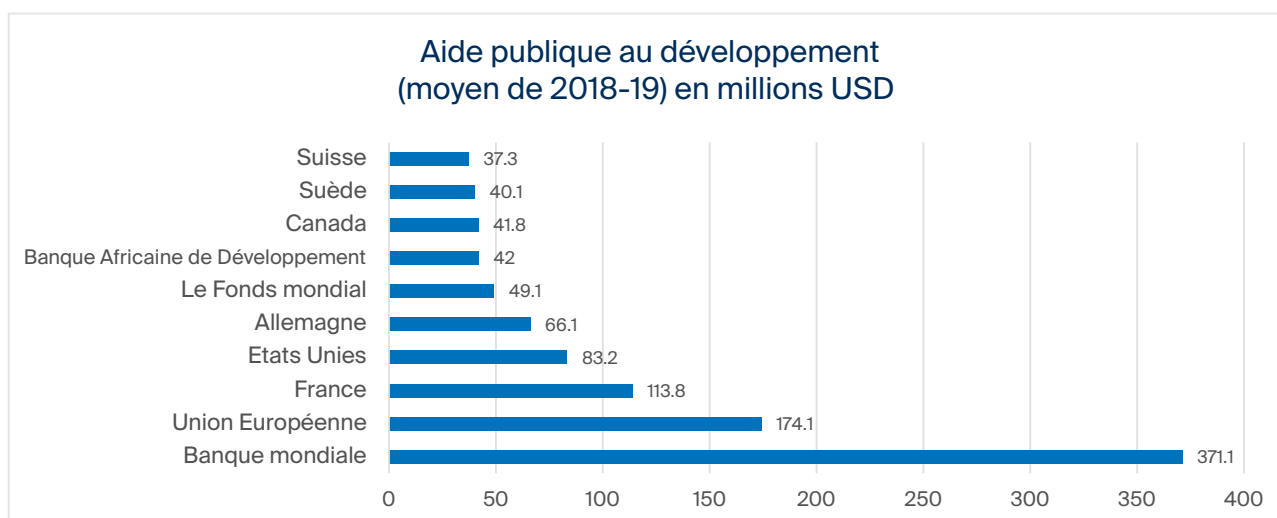
Cette classification des financements est de tradition ancienne, mais elle pose la problématique de celle dans le nexus. Certains interlocuteurs ont exprimé des difficultés voire l'impossibilité de mettre en œuvre des activités en dehors de leur pilier habituel. Des solutions pragmatiques qui pourraient être envisagées seraient qu'une certaine souplesse soit appliquée dans la classification ou qu'il y ait une classification proportionnelle des aides. Ce disposi-

tif serait plus simple par rapport à la création d'une catégorie de financements du nexus HDP à part entière, même si une telle catégorie permettrait de suivre de façon plus affinée les changements de l'affectation des financements. De même, l'existence d'une pluralité des PTF au Burkina Faso dans les trois secteurs appelle à la nécessité de fédérer et de coordonner les interventions.

11 ACLED (2019) : [Insecurity in Southwestern Burkina Faso in the Context of an Expanding Insurgency](#).

12 Certaines attaques ne sont pas revendiquées.

13 L'information sur l'aide publique au développement est disponible sur le site de l'[OCDE](#) tandis que l'information sur l'aide humanitaire est fournie par [OCHA Financial Tracking Service](#) ; l'information sur le Produit intérieur brut (PIB) est disponible sur le site de la [Banque mondiale](#)



Le graphique montre les dix partenaires techniques et financiers les plus importants en ce qui concerne l'aide publique au développement. Ceux-ci ont légèrement changé au cours des dernières années. En plus des acteurs mentionnés, s'ajoutent le Royaume-Uni, le Danemark, le Japon, le Canada, l'Italie, l'Autriche et la Norvège. Le Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires (Central Emergency Response Fund/CERF) joue également un rôle important pour le Burkina Faso.¹⁴

L'analyse a identifié plusieurs pratiques des PTF qui apparaissent comme des points à adresser vers l'opérationnalisation du nexus HDP et d'autres pratiques prometteuses qui pourraient être renforcées pour son accélération. Dans le premier groupe, le travail cloisonné, en silos, des horizons à court-termes de financements, des procédures rigides et d'autres obstacles à l'accès aux financements ont été observés.

Le travail en silos ne concerne pas que les acteurs de mise en œuvre des projets dont la structure et l'approche d'intervention ne sont pas encore adaptées à l'application de l'approche nexus. Les systèmes de financement restent majoritairement caractérisés par des outils parallèles pour différents types d'aide. Au sein des partenaires techniques et financiers multi- et bilatéraux, des institutions/sections différentes ont souvent la charge de l'approbation et la gestion de l'aide au développement (par exemple

les ministères de développement et de la coopération internationale) et de l'aide humanitaire (par exemple les ministères des Affaires étrangères). Ces institutions fonctionnent souvent suivant leurs propres logiques et objectifs. Pour l'opérationnalisation du nexus HDP, il est donc crucial que ce travail interne en silos soit également surmonté à travers une plus grande mise en cohérence des approches et types de financement.

En guise d'exemple, l'Union européenne dispose de mécanismes souvent fragmentés en ce qui concerne l'assistance humanitaire et l'aide au développement. Néanmoins, depuis quelque temps, elle est un catalyseur du renforcement des liens entre les deux modes de soutien. En 2017, le Conseil de l'Union européenne a publié une recommandation sur le nexus HDP qui souligne la nécessité de développer de nouvelles approches au niveau des politiques et des cadres juridiques pour renforcer systématiquement la complémentarité, les synergies et la coopération entre les organisations humanitaires, de développement et autres acteurs concernés.¹⁵ L'UE et son service humanitaire, *European Civil Protection and Humanitarian Aid Operations* (ECHO) ont mis en place plusieurs instruments de financement qui démontrent une intégration plus étroite du développement et de la sécurité. De plus, le Fonds fiduciaire d'urgence (FFU) de l'UE pour l'Afrique et l'approche intégrée de l'UE font partie des instruments récents, qui mettent de plus en plus l'accent sur les politiques

¹⁴ Les aperçus de bailleurs de fonds se trouvent sur les sites de l'OCDE et d'OCHA mentionnés ci-dessus.

¹⁵ Conseil de l'Union européenne (2017) : [Operationalising the Humanitarian Development Nexus](#).

de sécurité, les politiques intérieures et les politiques migratoires.¹⁶ Au Burkina Faso, plusieurs exemples de ces efforts vers une plus grande cohérence entre les trois piliers sont à noter. Les programmes soutenus par le FFU comme celui sur la cohésion sociale peuvent par exemple être mentionnés.

Par rapport aux délais des financements, il faut préciser que la plupart des soutiens, surtout dans le domaine humanitaire, restent à court terme, ce qui est en déphasage avec la tendance de travailler de plus en plus sur des crises prolongées. Les financements imprévisibles et à court terme empêchent les organisations de prendre des dispositions institutionnelles conséquentes et d'adapter leurs approches de travail pour une plus grande efficacité. C'est pourquoi l'OCDE/CAD recommande d'utiliser davantage des financements prévisibles, souples et pluriannuels pour le nexus.¹⁷ Sur la base des outils de programmation et de gestion adaptatives, cette approche pourrait mieux répondre non seulement aux besoins des populations affectées et à ceux des organisations de mise en œuvre, mais aussi aux pré-occupations des PTF si l'adaptation aux évolutions du contexte est effectuée de façon consensuelle. Le *Programme de développement local dans la région des Trois frontières* (Burkina Faso, Mali, Niger), avec un financement de 54 millions d'euros pour une durée de quatre ans de l'AFD, et le projet *Renforcement de la résilience des communautés rurales du Burkina Faso*, financé à hauteur de 11 millions de dollars pour sept ans par la Coopération belge s'inscrivent dans cette perspective.

Cette recommandation de l'OCDE/CAD met également un accent sur la nécessité d'« aider les autorités nationales et locales, y compris les autorités non étatiques légitimes » et de « placer l'être humain au centre ». Ce qui implique de « donner aux populations touchées la possibilité de définir leurs besoins immédiats, de faire connaître les facteurs de risque de vulnérabilité et les besoins non satisfaits auxquels elles sont confrontées et qui nuisent aux efforts qu'elles déploient elles-mêmes pour ac-

croître leur résilience, s'agissant en particulier des membres exclus ou marginalisés de la collectivité, notamment des jeunes ». De nombreux mécanismes de financements fonctionnent sur la base des procédures particulièrement contraignantes et complexes. Ils mettent plus l'accent sur les procédures que sur le bénéficiaire et font peu de place aux organisations nationales, surtout celles à base communautaire, pour des opportunités d'accès aux financements. Simplifier les cadres contractuels et réadapter les critères d'accès aux financements pourraient faciliter l'accès direct des organisations locales pour plus d'inclusion et de leadership des acteurs concernés. Une révision des procédures d'administration des fonds et le rapportage pourraient faciliter l'effectivité de la redevabilité et renforcer l'efficacité de l'appui aux personnes affectées par les acteurs pouvant intervenir au plus près des communautés.¹⁸ Dans le même ordre d'idée, renforcer l'harmonisation des demandes administratives des PTF contribuerait également à réduire le volume de travail sur le plan administratif des organisations qui reçoivent des financements de différents PTF, afin de donner davantage de temps à l'appui aux bénéficiaires. Les réponses à ces défis constituent un vecteur de changement important pour une approche de localisation qui est cruciale pour l'opérationnalisation du nexus HDP.¹⁹

Les PTF ont une grande influence sur le contenu et les modalités de la programmation, la coordination du nexus HDP et une marge de manœuvre qui pourrait davantage être utilisée. Dans ce sens, certaines pratiques prometteuses devraient être renforcées. Il s'agit notamment d'/de :

- encourager une programmation nexus HDP,
- mettre un accent sur une application effective des outils assurant la sensibilité aux conflits,
- inciter à la participation aux activités de coordination sur le nexus HDP en vue de l'atteinte des résultats collectifs,
- renforcer la coordination entre les PTF pour plus de cohérence.

16 Südhoff, Ralf et al. (2020): [The Triple Nexus in Practice: Challenges and Options for Multi-Mandated Organisations \(Centre for Humanitarian Action\)](#), p. 13.

17 OECD/CAD (2019) : [Recommandation du CAD sur l'articulation entre action humanitaire, développement et recherche de la paix](#).

18 International Council of Voluntary Agencies (ICVA) mène la campagne [Less Paper More Aid](#) qui a effectué une analyse approfondie de ces questions et a produit une série de recommandations.

19 Thomas, Manisha (2019): [NGO Perspectives on the EU's Humanitarian-Development-Peace Nexus Approach. Exploring the Challenges and Opportunities](#) (VOICE).

L'invitation à une programmation nexus HDP peut prendre plusieurs formes. Cette situation peut inclure tout d'abord des changements au niveau organisationnel, surtout par rapport à une approche explicite sur le nexus HDP, mais aussi par rapport à la prise en compte des lignes budgétaires pour des ressources humaines²⁰ ou pour de l'infrastructure qui permettra une mise en œuvre des activités nexus HDP de qualité. Les PTF devraient veiller plus strictement à ce que les interventions soient basées sur des analyses des conflits et des risques de qualité. Cette programmation nexus peut aussi viser le travail en synergie, à travers la mise en consortium des organisations ou d'autres formes de collaboration et de programmation conjointe. Les PTF pourraient accorder également plus d'attention aux stratégies de sortie, aux aspects de durabilité et à la gestion de risques pour renforcer les liens entre des activités HDP.

Ils ne mettent pas encore suffisamment l'accent sur la sensibilité aux conflits. L'application *ad hoc* et partielle du concept « Ne pas nuire » par des organisations récipiendaires passe par la permission des bailleurs. Il serait important de mettre des ressources adéquates à la disposition de celles-ci et veiller plus strictement au respect des engagements pris.

Les PTF ont également un rôle à jouer sur le travail des organisations bénéficiaires en ce qui concerne la coordination sur l'opérationnalisation du nexus HDP pour atteindre les résultats collectifs. Il s'agit

des activités comme l'analyse conjointe et participative, la planification conjointe, la mise en œuvre des projets en complémentarité, l'apprentissage collectif, la communication et la redevabilité collective. La participation active dans le cadre d'une coordination de qualité signifie aussi dans certains cas un travail supplémentaire pour les organisations bénéficiaires et il conviendrait d'y allouer des ressources.

En dernier lieu, certaines avancées sont observées en ce qui concerne le renforcement de la coordination parmi les PTF. Dernièrement, une initiative d'un cadre de concertation sous l'égide des ambassades de la Suède et de la Belgique a lancé les premières rencontres et bénéficié de l'aval de la Troïka pour interagir avec le gouvernement. Néanmoins, cette coordination doit encore être renforcée. Un dialogue constructif et des solutions pratiques sont nécessaires au niveau des politiques mondiales et au niveau de l'architecture de la coordination actuelle dans les pays. Cette collaboration accrue pourrait contribuer à la cohérence et la complémentarité des financements tout en réduisant les risques de duplication et la compétition pour des ressources. Les PTF au niveau du pays pourraient également analyser et saisir les opportunités de séquençage entre différentes modalités de financement et explorer davantage des co-financements et des fonds communs pour soutenir des activités nexus HDP. Le travail de la Troïka et les échanges entre les CSD et clusters constituent des avancées mais il serait important de multiplier et approfondir ces efforts.

3.2. Etat des lieux de l'opérationnalisation du nexus HDP au Burkina Faso

3.2.1. Conception du nexus HDP et niveau de connaissance de l'approche par les acteurs concernés.

L'approche nexus HDP a longtemps été marginalisée mais a pris de l'ampleur ces dernières années du fait des grands processus politiques sur le plan mondial tels que l'Agenda 2030 pour le développement durable, le Sommet humanitaire mondial et la recommandation de l'OCDE/CAD sur l'articula-

tion entre action humanitaire, développement et recherche de la paix, les résolutions des Nations Unies sur la paix durable (*sustaining peace*) et la Promesse de paix (*Peace Promise*). Le dénominateur commun est l'accent mis sur une plus grande cohérence entre ces composantes dans des contextes fragiles et tou-

20 Dans ce sens aussi Poole, Lydia (avec Vance Culbert) (2019) : [Financing the Nexus. Gaps and Opportunities from a Field Perspective](#) (commandé par L'organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Nowegian refugee council et le PNUD): „Invest in institutional capabilities to design and deliver better programming. Donor capacity to invest is impeded by a limited pipeline of quality fundable programs.”

chés par des conflits. La nouvelle façon de travailler (*New Way of Working*) a été également définie lors du Sommet humanitaire mondial pour soutenir la mise en œuvre d'approches conjointes avec l'objectif d'opérationnaliser l'approche nexus et de faciliter une collaboration plus étroite entre les différents acteurs de l'humanitaire, du développement et de la paix :

En bref, la nouvelle façon de travailler peut être décrite comme un travail sur plusieurs années, basé sur l'avantage comparatif d'un large éventail d'acteurs, y compris ceux qui ne font pas partie du système des Nations Unies, en vue de produire des résultats collectifs. Dans la mesure du possible, ces efforts devraient renforcer et consolider les capacités qui existent déjà aux niveaux national et local.²¹

Les entretiens avec des acteurs clés ont mis en exergue une différence sur le niveau de connaissance de l'approche au niveau central (la capitale) et dans les régions. Au niveau central, ceux-ci semblent familiers avec l'approche contrairement à ceux des régions concernées par l'étude. Le nexus HDP n'est pas entendu dans le même sens. Pour certains, il est présenté comme une exigence ou des engagements pris par les acteurs internationaux pour adapter fondamentalement leur mode de travail à l'intérieur de leurs organisations. D'autres par contre mettent plutôt l'accent sur le rôle important à jouer par des acteurs gouvernementaux dans l'opérationnalisation du nexus HDP et un rôle de plaidoyer et d'accompagnement de la part des acteurs internationaux pour l'amélioration des politiques et investissements publics. En effet, les points de vue sont assez diversifiés, présentant des nuances assez importantes. Pour certains, l'opérationnalisation du nexus HDP passe uniquement (ou en premier lieu) par des changements au niveau de la coordination entre différents acteurs. Ces approches sont analysées plus en

détail dans la section 3.2.2. Pour d'autres acteurs, des adaptations au niveau organisationnel sont également nécessaires pour accompagner ou compléter des efforts au niveau de la coordination. Ces approches sont détaillées dans la section 3.2.3.

Pour de nombreux interlocuteurs au niveau régional (local) précisément, le concept du nexus HDP est nouveau. De manière générale, plus on s'approche du niveau communautaire, moins le concept est connu, même si certains acteurs locaux peuvent avoir une compréhension intuitive de celui-ci. Il est en revanche plus connu par les organisations internationales, surtout par les représentations des entités des Nations Unies et des ONG internationales.

La région du Centre-Nord est une exception par rapport à cette observation, due à la présence d'un coordinateur nexus HDP au sein du bureau intégré des Nations Unies à Kaya. Ce dernier, à travers des rencontres de travail, a facilité la diffusion de l'approche auprès de plusieurs acteurs étatiques (Direction régionale de l'économie et de la planification / DREP, Conseil régional, Gouvernorat) et non étatiques. Les entretiens avec ces derniers ont permis de percevoir la différence de compréhension entre les acteurs de cette région et ceux des deux autres.

Pour les acteurs régionaux, le fondement de l'approche réside dans la synergie d'action entre acteurs et l'orientation des interventions vers le développement avec l'avantage d'amoindrir les coûts des interventions auprès des populations, d'éviter les doublons et de couvrir un plus grand nombre de localités en termes d'accompagnement.

Le nexus est un impératif pour créer une synergie entre acteurs HDP. Pour avoir la paix, il faut le développement. Pour faire le développement, il faut la sécurité.

Entretien avec un représentant de l'administration au Sahel

21 OCHA (2017), [New Way of Working](#), p. 6. (traduction)

3.2.2. Analyse des mécanismes de coordination et de collaboration sur le nexus HDP

Atteindre l'objectif de l'opérationnalisation du nexus HDP est une action collective. De ce fait, l'une des clés réside dans l'identification des meilleures approches de coordination et de collaboration nécessaires pour accroître l'impact collectif sur l'éventail des activités HDP.

Les sections suivantes abordent les expériences d'une coordination sur le nexus HDP et les différents mécanismes existant dans les trois secteurs respectifs. Cette analyse est basée sur l'hypothèse selon laquelle la coordination n'est pas un objectif en soi mais sa valeur ajoutée réside dans sa capacité à contribuer à l'atteinte accrue des résultats collectifs sur le nexus HDP.²²

3.2.2.1 Mécanismes de coordination sur le nexus

L'analyse des mécanismes de coordination et de collaboration met en évidence la faiblesse de la coordination pour l'opérationnalisation du nexus HDP. Les exemples prometteurs se réfèrent surtout au nexus humanitaire et développement. La mise en cohérence avec le pilier de la consolidation de la paix est beaucoup moins prononcée. Au moins deux facteurs conduisent à ce constat : 1) les engagements sur le nexus HD sont déjà plus anciens ; ce qui a permis d'avancer sur la mise en cohérence de ces deux piliers plus rapidement. 2) La consolidation de la paix n'est pas organisée au même niveau que les deux autres piliers, comme clairement exprimé par plusieurs interlocuteurs.

Concrètement, l'analyse de quelques mécanismes de coordination permet d'avoir une meilleure compréhension des dynamiques en présence et un état des lieux informatif sur la situation actuelle.

Deux mécanismes de coordination existant présentent des signaux positifs dans la logique du nexus HDP. Il s'agit notamment du Programme d'urgence pour le Sahel (PUS-BF) et la coordination sur la base des résultats collectifs au sein du système des Nations Unies.

Mécanismes du Programme d'Urgence pour le Sahel

Le PUS-BF a été adopté en juillet 2017 pour faire face à la fragilité dans les régions fortement touchées par le sous-développement et où prospère la montée du terrorisme. Le gouvernement du Burkina Faso, faisant le constat que les défis sécuritaires depuis 2015 notamment dans sa partie septentrionale étaient en partie sous-tendus par un déficit de développement socioéconomique important, a identifié comme ur-

gence d'agir sur le nexus sécurité-développement.²³ Initialement centré sur 26 communes dans la région du Sahel et 4 communes dans la région du Nord, une extension du PUS-BF en 2019 a permis de prendre en compte quatre nouvelles régions, à savoir celles du Centre-Nord, de la Boucle du Mouhoun, du Centre-Est et de l'Est.

²² Chigas, Diana et Woodrow, Peter (2018) : [Adding Up to Peace. The Cumulative Impacts of Peace Programming](#).

²³ Voir PUS-BF (2019) : [Programme d'urgence pour le Sahel au Burkina Faso \(PUS-BF\). Sécurité et développement économique et social pour une prospérité partagée et durable dans le Sahel](#).

Objectifs du PUS-BF

Objectif général : contribuer à l'amélioration de la sécurisation des personnes et des biens ainsi qu'au développement économique et social dans les régions ciblées.

Objectifs spécifiques : (i) répondre aux défis sécuritaires ; (ii) optimiser la gestion des urgences sociales ; (iii) renforcer la présence de l'Etat ; (iv) poser les bases de la résilience des populations et des territoires.

Celui-ci trouve son fondement dans le Plan national de développement économique et social (PNDES), la loi relative à la sécurité intérieure et sa Stratégie nationale de la sécurité intérieure (SNSI) ainsi que les politiques sectorielles des services sociaux de base (éducation, eau potable et assainissement, santé). Le PUS-BF s'articule autour de quatre axes : renforcement de la sécurité et l'Etat de droit, optimisation de la fourniture des services sociaux, renforcement de la présence de l'Etat et consolidation des bases de la cohésion sociale et la résilience des populations et des territoires. Ainsi, le nexus HDP dispose déjà d'un ancrage sur le plan institutionnel et se retrouve parfaitement dans ces quatre axes identifiés par le gouvernement dans le cadre de la Matrice d'actions prioritaires du PUS-BF. Dans cette approche, celui-ci met l'accent sur la sécurité comme un préalable à toute autre intervention. Allier sécurité, développement et paix tout en prenant en compte les urgences humanitaires est la vision du gouvernement en termes de mise en œuvre du nexus. Le Nexus est donc appréhendé sous le prisme sécuritaire, qui semble donc une priorité majeure dans la politique et l'action gouvernementale.

Au niveau du gouvernement, nous parlons du nexus sécurité, développement, paix et humanitaire. La sécurité doit devancer toute chose, elle est la base de toutes les interventions. Elle demeure l'urgence des urgences. Aussi, les questions d'urgence ne sont que la conséquence de cette détérioration du contexte sécuritaire.

Représentant du PUS-BF

En effet, à partir de juin 2019, le gouvernement a entrepris avec l'appui des PTF une Evaluation pour la prévention et la consolidation de la paix (EPCP ou *Prevention and Peacebuilding Assessment/PPBA*)

dans l'optique d'empêcher toute nouvelle escalade de la violence et veiller à ce que les appuis des partenaires soient alignés sur une stratégie convenue, globale et intégrée. A la fin de la première phase de cet exercice une Matrice d'actions prioritaires (MAP) a été développée avec un volume global estimé à près de 226,9 milliards de francs CFA (autour de 380 millions de dollars) pour la phase 2020-21. L'objectif global de la MAP est d'identifier les priorités urgentes à réaliser en vue de la prévention et la consolidation de la paix au bénéfice des populations de la zone d'intervention du PUS-BF. Les priorités définies dans celui-ci ont constitué la principale base pour l'identification des actions de la MAP. Le diagnostic complémentaire sur l'évolution récente de la situation au cours de l'année 2019 a permis d'élargir le champ d'actions pour prendre en considération de nouveaux besoins qui n'étaient pas suffisamment intégrés dans la réponse à la crise sécuritaire.²⁴ Pour mieux coordonner les activités sur le terrain, le PUS-BF a réalisé une cartographie des acteurs intervenant dans la région du Sahel.

Suivant les orientations de ce dispositif, le nexus est une approche territorialisée qui nécessite une meilleure complémentarité entre les acteurs HDP au vu de l'urgence à apporter des solutions durables aux populations des zones fragiles. La vision du gouvernement du Burkina Faso sur le nexus humanitaire-développement-paix est déclinée dans la stratégie de mise en œuvre du Programme d'urgence pour le Sahel au Burkina Faso (PUS-BF).

La seconde phase du PPBA met l'accent sur l'identification de la prévention et de la consolidation de la paix pour le moyen terme et se déroule sous le leadership du secrétaire permanent du Plan national de développement économique et social (PNDES) pour informer le nouveau Référentiel national de développement (RND) 2021-2025. Cette analyse est soutenue par les PTF du Burkina Faso et se base sur trois éléments : une revue documentaire, de même qu'une consultation sectorielle de douze ministères et leurs services techniques. Un canevas préétabli et une collecte de données qualitatives auprès des acteurs et personnes ressources a été réalisée entre novembre 2020 et janvier 2021 à travers 70 groupes de discussion et plus de 40 entretiens dans dix régions du pays.

24 PUS-BF (2020) : Matrice d'actions prioritaires du PUS-BF 2020-2021.

Analyse des causes profondes du terrorisme et facteurs de réduction des fragilités au Burkina Faso

L'objectif global est de faire une analyse approfondie de l'insécurité (terrorisme) et de proposer des mesures de réduction de la fragilité du Burkina Faso en vue de contribuer à la formulation du prochain référentiel.

De façon spécifique, l'étude vise à :

- réaliser un diagnostic approfondi de la situation sécuritaire ;
- identifier les causes profondes du terrorisme ;
- définir des pistes d'intervention pour répondre efficacement au déficit sécuritaire dans le cadre du prochain cycle de la politique nationale de développement.

Le nouveau RND prend en compte les éléments du nexus HDP et intègre les aspects relatifs à la prévention et à la consolidation de la paix dans son axe 1 qui s'articule autour de la consolidation de la résilience, de la sécurité, de la cohésion sociale et de la paix.

Le PUS-BF est mis en œuvre sous le contrôle du Conseil d'orientation stratégique (COS) en tant qu'organe de pilotage stratégique du PUS.²⁵ Un Comité régional de suivi de la mise en œuvre du PUS a été créé par un arrêté du MATD en 2018. Il constitue une commission spécialisée du Cadre de concertation régional (CCR).²⁶ Son rôle est d'assurer un suivi rapproché du PUS aux niveaux régional, provincial et communal. Enfin, une Unité de coordination (UC) est chargée essentiellement de la bonne coordination et du suivi-évaluation de la mise en œuvre des activités du programme.

En analysant le potentiel du PUS-BF pour l'opérationnalisation du nexus, plusieurs éléments sont observés :

- **l'inclusion de tous les éléments HDP** : Le programme prend son point de départ d'un faible niveau de développement socio-économique des zones périphériques, mais complète ces interventions par des activités d'urgence et avec un focus sur la sécurité et la cohésion sociale. Cependant, la mise en œuvre pratique des différents axes laisse transparaître des actions parallèles sans créer des liens à travers une approche intégrée.
- **l'existence d'un aperçu des interventions** : La MAP a produit un aperçu des interventions dans les domaines de la sécurité et du développement dans les zones d'intervention. Les activités de consolidation de la paix sont moins développées et l'aide humanitaire est partiellement reflétée dans la MAP. Au regard de l'évolution du contexte et du soutien apporté, la disponibilité d'un tel aperçu en temps réel serait nécessaire.
- **tension entre les approches de sécurité et la consolidation de la paix** : Le programme privilégie une approche de sécurité en lieu et place d'une approche de consolidation de la paix et de renforcement de la cohésion sociale plus soft.²⁷ Les entretiens avec des acteurs clés sur cette question soutiennent qu'une mise en cohérence entre les approches sécuritaires et celles de la consolidation de la paix reste nécessaire pour une plus grande harmonisation entre elles.
- **un manque de coordination sur les résultats** : Les mécanismes de supervision et de coordination sont centralisés au niveau de la capitale et les mécanismes décentralisés sous-financés. Par conséquent, le suivi est focalisé surtout sur la réalisation des activités et ne capte pas suffisamment les changements au niveau du terrain.²⁸

25 Le COS est présidé par le Premier ministre et le ministre de la sécurité comme vice-président. Les autres ministres concernés sont des membres du COS. Celui-ci est soutenu par un Comité de supervision (COSUP), présidé par le ministre délégué à l'aménagement du territoire et de la prospective (MATP) qui a pour mission d'assurer le suivi opérationnel de l'ensemble du programme.

26 Le Cadre de concertation régionale est composé des représentants du Cadre de concertation régional, des cadres de concertation provinciaux et des points focaux locaux. Il est présidé par le gouverneur de la région du Sahel et le président du Conseil régional du Sahel assure la vice-présidence.

27 L'axe 1 (Renforcement de la sécurité et l'Etat de droit) dans la MAP compte 103 milliards de francs CFA soit 46% du budget global, tandis que l'action 4.4 de l'axe 4 (Consolider le vivre ensemble et la paix) est calculée autour de 400 millions de francs CFA (moins de 700 000 dollars). Le fait qu'autour de 60% des ressources pour l'axe 1 reste à mobiliser pointe également sur les différences d'approches entre le gouvernement et des PTF en ce qui concerne ce focus du PUS.

28 Cf. par exemple le PUS-BF (2020 : Deuxième session ordinaire 2020 du Conseil d'orientation stratégique. Rapport d'avancement au 30 juin 2020.

La coordination entre différentes composantes étatiques (comme le MFSNFAH-CONASUR, MATD, MINEFID) n'est pas toujours assurée, ce qui limite l'efficacité du PUS-BF.

- **des développements prometteurs pour l'avenir** : Le gouvernement a mis en place quatre commissions thématiques chargées de produire des rapports de contribution à la rédaction du

projet sur le Référentiel national de développement (RND) 2021-2025, dont la première traite des aspects « Résilience, paix, sécurité et développement ». ²⁹ Le gouvernement finalise également l'Analyse des causes profondes du terrorisme et facteurs de réduction des fragilités au Burkina Faso pour informer le développement du RND 2021-2025.

Résultats collectifs au sein du SNU

Une autre tentative de coordination du type nexus HDP est exclusive au système des Nations Unies, notamment les résultats collectifs formulés pour le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD). La nouvelle manière de travailler promeut la formulation des résultats collectifs qui sont censés orienter le travail du SNU pour plus de cohérence à travers des activités humanitaires, de développement et de la consolidation de la paix en ce qui concerne des interventions dans des contextes fragiles. Soulignons que les résultats collectifs sont « des résultats concrets et mesurables que des acteurs humanitaires, de développement et d'autres acteurs pertinents choisissent d'atteindre conjointement sur une période de trois à cinq ans pour réduire les besoins, risques et vulnérabilités des populations et renforcer leur résilience ». ³⁰

Le PNUAD 2018-2020 pour le Burkina Faso formule quatre résultats collectifs. ³¹ En principe, ceux-ci devraient orienter tout l'appui des Nations Unies au Burkina Faso et créer des synergies parmi les différents acteurs dans leur appui au gouvernement et aux populations.

PNUAD 2018-2022 : Résultats collectifs

Gouvernance, Etat de droit, paix et sécurité

- Accroître de plus de 25% la qualité globale des institutions nationales
- Réduire de plus de 50% la perception des risques de conflits
- Parvenir à une augmentation de 14 points de l'indice de perception de la corruption

Sécurité alimentaire & nutritionnelle et agriculture durable

- Réduire de 50% le nombre de personnes en phase 3 de l'insécurité alimentaire et atteindre 0% de personne en phase 4 et 5 de l'insécurité alimentaire
- Réduire de 30% le taux de malnutrition chronique parmi les enfants de 0-5 ans
 - Réduire la prévalence de la pauvreté multidimensionnelle à moins de 35%
- Amener à 30% la proportion des ménages ayant accès aux services énergétiques modernes

Risques climatiques

- Réduire à moins d'1% le nombre de ménages vulnérables aux chocs climatiques
- Accroître de 50% le nombre d'institutions disposant de capacités pour la réduction des risques de catastrophes

29 Voir Arrêté N°2020-0-028 portant création, attributions, organisation et fonctionnement du dispositif d'élaboration du Référentiel national de développement (RND) 2021-2025.

30 Pour une introduction à la question des résultats collectifs au sein de la nouvelle façon de travailler, voir OCHA (2018) : [Collective Outcomes. Operationalizing the New Way of Working](#), IASC (2020) : [UN-IASC Light Guidance on Collective Outcomes](#), et IASC (2019) : [Collective Outcomes Progress Mapping](#).

31 Système des Nations Unies (2018) : [Cadre de coopération entre le Burkina Faso et le Système des Nations Unies 2018-2020](#).

En 2019, le système des Nations Unies au Burkina a créé cinq pôles régionaux du Bureau des Nations Unies à Dori, Kaya, Ouahigouya, Fada N’Gourma et Bobo-Dioulasso. Au niveau du bureau de Kaya, dans la région du Centre-Nord, un coordonnateur nexus HDP du Bureau de la coordination du système des Nations Unies travaille depuis 2020³² à faire connaître l’approche.

En analysant le potentiel des résultats collectifs pour l’opérationnalisation du nexus, plusieurs éléments sont observés :

- **la formulation des résultats collectifs :** Comme point de départ, la formulation des résultats collectifs est un vecteur important pour l’opérationnalisation du nexus HDP, parce que la coordination n’est pas un objectif en soi, mais repose sur des contributions aux résultats collectifs.
- **le renforcement de l’orientation stratégique :** Il est quelquefois difficile de démontrer dans quel sens et à travers quels mécanismes de coordination les résultats collectifs ont servi comme une orientation stratégique.
- **une présence décentralisée :** La création de cinq pôles régionaux du Bureau des Nations Unies à Dori, Kaya, Ouahigouya, Fada N’Gourma et Bobo-Dioulasso en 2019 constitue un atout dans l’opérationnalisation du nexus HDP dans la mesure où cette situation participe au renforcement de la proximité avec les populations. Bien que celle-ci ne soit pas une condition suffisante pour plus de participation des populations à la définition et la mise en œuvre des actions, il s’agit d’un pas important vers la réalisation de cette dimension du nexus.
- **une ressource humaine dédiée au nexus HDP :** la présence d’un coordonnateur nexus HDP au bureau de Kaya contribue à soutenir un mapping des initiatives et programmes en cours au niveau de la région, la diffusion des informations et l’établissement d’un cadre de concertation. La disponibilité d’une ressource humaine dédiée aux questions du nexus est un facteur important, qui explique le fait que la région du Centre-Nord est plus avancée sur la question du nexus par rapport aux régions du Sahel et de la Boucle de Mouhoun, en termes de connaissance de l’approche.

3.2.2.2 Mécanismes de coordination en matière de développement

Le Burkina Faso a une longue tradition dans la coopération internationale en matière de développement et le gouvernement a créé des mécanismes de coordination à plusieurs niveaux pour superviser et accompagner la mise en œuvre du Plan national de développement économique et social (PNDES). Le Cadre de suivi et d’évaluation du PNDES comprend plusieurs organes de suivi de celui-ci. Il s’agit notamment du Comité national de pilotage (CNP) qui est l’organe d’orientation, du Comité technique national qui est l’organe technique de préparation des travaux du CNP/PNDES, des Comités sectoriels de dialogue (CSD)³³ et des Comités régionaux de dialogue (CRD), assurant respectivement la coordination du suivi et l’évaluation du PNDES aux niveaux sectoriel et régional. Au niveau national, les CSD

jouent un rôle important de coordination, malgré certaines faiblesses telles que l’implication insuffisante de certains acteurs et l’absence d’un système de mesure des performances.³⁴ Tout ce dispositif repose sur le Secrétariat permanent/PNDES qui est l’organe administratif et technique de coordination du suivi et de l’évaluation de la mise en œuvre du PNDES. Le Bureau de suivi du programme présidentiel assure aussi le suivi des engagements pris par le président du Faso auprès des structures de mise en œuvre comme les ministères. Il est composé de conseillers spéciaux du chef de l’Etat, soutenu par une équipe d’experts. Il rend compte directement au président du Faso. Les liens entre les deux entités ne sont pas clairement définis et des risques de doublons ou de biais d’information pourraient exister.

32 Cf Bureau de la coordination du SNU : HDP Nexus Coordination - Centre-Nord, région (document inofficiel).

33 Il existe 14 CSD, à savoir 1) Justice et droits humains, 2) Travail, emploi et protection sociale, 3) Gouvernance administrative et locale, 4) Education et formation, 5) Santé, 6) Environnement, eau et assainissement et 7) Gouvernance économique.

34 IPSO Conseils & Institut Develop (2020) : [Evaluation indépendante à mi-parcours de la mise en œuvre du Plan national de développement économique et social \(PNDES\). Rapport Final](#), p. 15-16.

Au-delà des mécanismes de suivi du PNDES, peuvent aussi être mentionnés les Plans régionaux de développement (PRD), adoptés par les Conseils régionaux en lien avec le PNDES ; les Plans communaux de développement (PCD) qui sont, eux, moins alignés au PNDES³⁵ ; les cadres de concertation pour le développement rural décentralisé qui sont des structures consultatives regroupant les acteurs de développement présents aux niveaux régional (CCR), provincial (CCP) et communal (CCCo).³⁶ Les CCR, sous la présidence des gouverneurs et avec la participation des Directions régionales de l'économie et de la planification (DREP), jouent un rôle important en tant qu'outils de concertation et du suivi des PRD au niveau de la région. Cependant, les cadres de concertation aux niveaux régional, provincial et communal sont moins performants par manque de ressources financières pour leur tenue. Pour soutenir leur fonctionnement régulier, sur instruction du Premier ministre, le MINEFID a prévu 300 millions dans le budget de l'Etat de 2021³⁷. En sus, le code minier adopté en juin 2015 a créé le Fonds minier de développement local (FMDL). Avec l'opérationnalisation de ce fonds, le secteur minier est devenu hautement pourvoyeur de devises aux collectivités locales. De 2017 au 30 juin 2020, un montant total de 51 318 095 193 de francs CFA a été recouvré et réparti entre toutes les communes et toutes les régions du Burkina Faso.³⁸ Du côté des acteurs internationaux, la Troïka à travers son secrétariat technique assure la coordination et le lien entre le gouvernement, le SNU et les missions diplomatiques. Elle est le porte-parole unique des PTF dans l'objectif de garantir l'efficacité et la réduction des coûts de transaction. Elle doit coordonner et représenter la position des partenaires pour contribuer à une mise en œuvre optimale de la stratégie nationale de développement, conformément aux engagements pris dans le cadre de la Déclaration de Paris de 2005, du Programme d'actions d'Accra de 2008 et du Partenariat de Busan de 2011.³⁹

En analysant le potentiel des mécanismes de coordination en matière de développement pour l'opérationnalisation du nexus HDP, les éléments suivants sont observés :

- **l'existence des mécanismes de coordination :** Le fait que la coordination en matière de développement est établie depuis un certain temps et se base sur un leadership national constitue un atout dans la mesure où ses capacités peuvent être mobilisés pour l'opérationnalisation du nexus HDP.
- **Ouvertures pour le nexus humanitaire et développement :** des efforts sont faits au niveau des CSD afin de renforcer la collaboration avec les clusters traitant des thématiques similaires dans l'optique du nexus, comme l'illustre la collaboration entre le CSD Environnement, eau et assainissement et le cluster WASH. Il est envisagé que les chefs de file des CSD participent aux réunions des clusters et vice-versa. L'effectivité de cette participation contribue aux échanges d'informations, même si la dimension de la consolidation de la paix n'est pas effectivement traitée à travers cette collaboration restreinte.
- **existence des mécanismes nationaux décentralisés au niveau régional :** Les Cadres de concertations régionaux dans les régions du Sahel, de la Boucle du Mouhoun et du Centre-Nord sont fonctionnels avec trois réunions par an. Ils permettent le partage d'informations entre les différents acteurs, une amélioration de la planification des interventions sur le terrain et la création d'une synergie d'action entre les acteurs étatiques et non étatiques en vue d'atteindre de meilleurs résultats à partir d'une planification conjointe des activités. Cependant, il faut noter un manque de suivi des recommandations formulées par les différents cadres de concertation.

35 IPSO Conseils & Institut Develop (2020), p. 37.

36 [Décret N°2009-838/PRES/PM/MEF/MATD du 18 décembre 2009 portant création, attributions, composition et fonctionnement de cadres de concertation pour le développement rural décentralisé](#) : Les cadres de concertation ont pour vocation d'être des espaces de dialogue entre les acteurs du développement rural décentralisé en vue de la recherche d'une synergie d'actions et d'harmonisation des interventions pour un impact plus grand sur le développement des collectivités territoriales.

37 Entretien avec Madame la ministre déléguée en charge de l'aménagement du territoire et de la prospective.

38 <https://www.mines.gov.bf/informations/actualite/details?>

39 Troïka (2014) : Troïka des partenaires techniques et financiers au Burkina Faso. Termes de référence.

- **faiblesses des mécanismes provinciaux et communaux** : Les cadres provinciaux et communaux sont peu fonctionnels, surtout à cause du manque de ressources financières pour leur tenue et de l'insécurité.⁴⁰ Ils n'existent pas de lignes budgétaires prévues par les collectivités territoriales pour ces rencontres et parfois l'organisation des réunions dépend d'un soutien par des ONG et d'autres partenaires. La faiblesse de ces mécanismes est un obstacle pour une approche de localisation au sein du nexus HDP.
- **certaines limites de la coordination sur le terrain** : Les acteurs intervenant dans les régions ne tiennent pas toujours compte des outils (PRD, PCD et la planification spatiale) mis en œuvre par la DREP et qui devraient orienter toute intervention dans la région. Par ailleurs, il existe des difficultés d'harmonisation des approches et des outils de développement ainsi

que la réticence des acteurs au partage des données (statistiques, rapports financiers) avec les directions concernées. Cette limite indexe aussi le cadre normatif global qui ne donne pas d'indications précises sur les obligations des interventions au niveau local en termes de lien avec les services déconcentrés et les collectivités locales.

- **volonté politique des PTF de faire avancer le nexus HDP** : La Troïka a contribué à la sensibilisation des acteurs sur l'importance du nexus HDP : A titre illustratif, l'atelier de rentrée 2020 des partenaires techniques et financiers du Burkina Faso a consacré une session sur la thématique avec des présentations du secrétariat de la Troïka et d' OCHA⁴¹ au cours de laquelle le PNUD et Interpeace ont présenté un aperçu de l'étude. Le soutien de la Troïka au-delà de la sensibilisation a été limité jusqu'à aujourd'hui.

3.2.2.3 Mécanismes de coordination de l'aide humanitaire

L'organisation du système des Nations Unies au Burkina Faso prévoit en dessous de la coordinatrice résidente, qui est aussi la coordinatrice humanitaire (CH) de l'Equipe humanitaire du pays (EHP), le forum de décision et de surveillance stratégique et opérationnel. Sa composition comprend des représentants des entités des Nations Unies, d'ONG internationales et du Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Les organisations qui sont également désignées comme cheffes de file des clusters représentent ceux-ci ainsi que leurs organisations respectives. L'EHP est chargée de convenir des questions stratégiques communes liées à l'action humanitaire. Le Groupe de coordination inter-clusters coordonne le travail de ceux-ci, à savoir des groupes sectoriels activés officiellement lorsque les mécanismes de coordination existants sont submergés ou restreints dans leur capacité à répondre aux besoins identifiés conformément aux principes humanitaires. Le 11 décembre 2019, le coordinateur des secours d'urgence (ERC en anglais) a confirmé l'activation de l'approche cluster dans sept secteurs après

une large consultation des autorités nationales de haut niveau.

Les clusters possèdent des caractéristiques et des responsabilités spécifiques. Ils rendent compte à la coordinatrice humanitaire par le biais de l'organisme chef de file sectoriel, ainsi qu'aux autorités nationales et aux populations affectées. Les clusters sont un modèle de coordination temporaire. De nos jours, huit clusters sont activés au niveau national : 1) Sécurité alimentaire, 2) WASH, 3) Abris/Articles ménagers essentiels (AME), 4) Protection (avec les quatre sous-clusters : mine action, protection de l'enfant, violence basée sur le genre ainsi que logement, terre et propriété), 5) Education, 6) Santé (avec le sous-cluster santé sexuelle et reproductive), 7) Nutrition et 8) Logistique.

Dans la région du Sahel, six clusters sont représentés. Il s'agit des clusters Santé-nutrition, WASH, Protection, Sécurité alimentaire, Education, Abris et moyens d'existence. Dans la région du Centre-

⁴⁰ En guise d'exemple, selon la DREP du Sahel, environ dix sessions ont été tenues au niveau des vingt-six communes de 2017-décembre 2020. Dans la région de la Boucle du Mouhoun, par contre, sept cadres ont été organisés sur 18 prévus au niveau provincial et 13 cadres communaux sur 48 prévus en 2020.

⁴¹ Ce sigle renvoie au bureau de l'ONU pour les affaires humanitaires

Nord, ce sont également six clusters à savoir WASH, Abris et moyen d'existence, Sécurité alimentaire, Education, Santé et Logistique. Dans la région de la Boucle de Mouhoun, quatre clusters, Protection (Violence basée sur le genre, Protection de l'enfant), WASH, Education, Santé (Santé sexuelle et reproductive) sont notamment présents.

Fonctions clés des clusters

1. Soutenir la prestation des services
2. Guider le CH/l'EHP dans la prise de décisions stratégiques
3. Planifier et mettre en œuvre les stratégies sectorielles
4. Suivre et évaluer les performances de la réponse
5. Renforcer les capacités nationales de préparation et de planification
6. Soutenir le plaidoyer au nom des clusters et des populations affectées

En général, les rencontres au niveau des clusters se tiennent au moins une fois par mois. Les clusters sous-nationaux travaillent étroitement avec ceux au niveau national, même si le partage d'informations mérite d'être amélioré.

La coordination humanitaire travaille étroitement avec des institutions étatiques. Il s'agit en premier lieu du Conseil national de secours d'urgence et de réhabilitation (CONASUR), qui est la plate-forme nationale de prévention et de gestion des crises/catastrophes humanitaires. Celui-ci est composé d'une quinzaine de départements ministériels, de la Croix-Rouge et des ONGs représentées par le Secrétariat permanent des organisations non-gouvernementales au Burkina Faso (SPONG).⁴² Le CONASUR assure la coordination et l'orientation dans le domaine de la prévention des catastrophes, de la gestion des secours d'urgence et de la réhabilitation. L'organisation interne du CONASUR est décentralisée à travers des Comités provinciaux de secours d'urgence et de réhabilitation (COPROSUR), des Comités départementaux de secours d'urgence et de réhabilitation (CODESUR), des Comités municipaux de secours d'urgence et de réhabilitation (COMUSUR) au

niveau des communes et des Comités villageois de secours d'urgence et de réhabilitation (COVISUR). Dans les faits, ces mécanismes décentralisés rencontrent des difficultés liées à un manque de ressources financières dans les régions visitées lors des études de cas. Par ailleurs, les ministères sectoriels, comme le Ministère de l'Education nationale, de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales, le Ministère de la santé et le Ministère de l'eau et de l'assainissement, jouent un rôle clé dans la coordination, l'analyse des besoins et l'atteinte des résultats dans leurs domaines respectifs.

En outre, il faut noter l'existence d'un plan de contingence au niveau national et au niveau des régions du Sahel, du Centre-Nord et de la Boucle du Mouhoun dont le but est d'analyser l'impact des crises potentielles et de prévoir des actions permettant en temps opportun d'adresser des réponses appropriées et efficaces aux besoins des populations touchées. En analysant le potentiel des mécanismes de coordination de l'aide humanitaire pour l'opérationnalisation du nexus HDP, on note les éléments suivants :

- **l'existence des mécanismes de coordination humanitaire** : L'existence de ces mécanismes est déjà un atout au vu de la détérioration rapide de la situation humanitaire. Ceux-ci permettent des analyses conjointes sur l'identification des besoins humanitaires et l'élaboration de référentiels, un meilleur maillage des interventions, une réduction des doublons au niveau des appuis et des échanges entre les acteurs sur les problèmes les plus saillants de leurs interventions (l'accès à l'aide humanitaire, les dynamiques sécuritaires). Ils pourraient davantage être mobilisés pour l'opérationnalisation du nexus HDP.
- **l'existence d'une coordination aux niveaux national et régional** : La coordination existe au niveau national et au niveau décentralisé. Toutefois, il convient de souligner que la coordination au niveau national est plus forte qu'au niveau régional. Les défis rencontrés au niveau régional sont entre autres l'insuffisance des ressources financières pour la tenue des ren-

⁴² Cf. le [Décret N°2009-601/PRES/PM/MASSN/MEF/MATD portant création, composition, attributions et fonctionnement du Conseil national de secours d'urgence et de réhabilitation](#).

contres, l'absence des membres aux réunions, la faible qualité des contributions/participations de certains membres au cours des réunions des clusters, l'absence de données capitalisées nécessaires pour le fonctionnement des clusters et le partage tardif d'informations, l'existence d'une concurrence entre les ONGs et l'insuffisance de synergie d'action entre les acteurs.

- **ouverture pour le nexus humanitaire et développement** : La participation des coordinateurs des clusters dans les réunions des CSD et la participation des chefs de file des CSD dans des réunions des clusters, déjà mentionnées ci-dessus, contribuent dans une certaine mesure au renforcement du nexus humanitaire et développement.
- **l'inclusion du concept du nexus dans les documents stratégiques** : Le cluster Education par exemple a inclus le concept dans ses orientations stratégiques.⁴³ Même si les adaptations concernent pour la plupart le nexus humanitaire et développement, une telle intégration du nexus dans des orientations stratégiques est une bonne pratique.
- **démarches concrètes pour l'opérationnalisation du nexus** : Une journée de réflexion avec les parties prenantes nationales et internationales, étatiques et non étatiques, sur l'approche

nexus dans la réponse à la crise de l'eau a eu lieu à Kaya par le cluster WASH en décembre 2020. Cette réflexion a contribué à une mise en commun, la sensibilisation des acteurs et le développement d'une approche commune spécifique au secteur du WASH surtout en ce qui concerne le nexus humanitaire et développement.⁴⁴ La dimension de la consolidation de la paix a en revanche été moins intégrée.⁴⁵ Comme une première étape, l'organisation de telles journées de réflexion par d'autres clusters peut être considérée comme une bonne pratique.

- **exemples d'une approche intégrée à travers une synergie d'action des projets** : La concertation pour une intervention sur le réseau d'eau potable de Djibo de quatre organisations et le cluster WASH peuvent être observés. Deux acteurs de développement (Gret et l'Office national de l'eau et de l'assainissement-ONEA) et deux acteurs d'urgence (à savoir Solidarités internationales-SI et le Comité international de la Croix Rouge-CICR) se sont réunis sur leurs propres financements pour assurer la mise en œuvre conjointe de ces activités sur la base d'une programmation commune. Ce travail en synergie n'englobe pas de façon explicite la dimension de la consolidation de la paix, mais offre une marge de manœuvre aux organisations intervenant dans le développement pour appliquer une approche intégrée.

43 Cluster Education (2020) : HRP 2020 - Synthèse de la stratégie de réponse pour l'éducation en situation d'urgence : « Pour assurer une articulation réussie du lien entre l'action humanitaire et les interventions relatives au développement de l'éducation, certaines actions clés devront être menées en synergie avec les autres acteurs du nexus humanitaire-développement-paix, y compris les acteurs étatiques et les communautés locales. Celles-ci comportent, entre autres, un plaidoyer pour la mise en place des offres éducatives adaptées aux besoins des communautés afin d'assurer la pérennisation (par opposition à des solutions provisoires) et pour que l'éducation contribue effectivement à l'épanouissement de l'individu et de sa communauté ». Voir également Cluster Nutrition (2020) : Lignes directrices Cluster Nutrition pour les projets 2021 au Burkina Faso.

44 L'atelier a mis l'accent sur l'alignement autour du même objectif pour répondre aux besoins immédiats tout en contribuant aux ODD ; la convergence entre acteurs par rapport à la couverture, la qualité, la redevabilité ; l'exploitation des complémentarités (géographiques, techniques, temporaires) ; le renforcement de la coordination entre acteurs humanitaires et de développement ; la mobilisation de fonds pour l'urgence, pour le développement et pour le nexus ; la mise en œuvre des actions concertées et intégrées en faveur des personnes les plus vulnérables dans les zones les plus touchées par la crise ; et le renforcement des capacités du gouvernement dans la préparation et la réponse d'urgence.

45 Pour des exemples sur comment renforcer la consolidation de la paix à travers des interventions WASH, voir Interpeace (2020): Thematic WASH and Peacebuilding Case Study: Review of UNICEF's Approach to Peacebuilding, Social Cohesion, Violence Prevention and Conflict Sensitivity ainsi que Mason (2012): [Relationships between Water Supply, Sanitation and Hygiene \(WASH\) Service Delivery and Peace-building and State-building: A Review of the Literature](#) (ODI Working Paper 362), Tearfund (2013): [Double Dividends: Exploring How Water, Sanitation And Hygiene Programs Can Contribute To Peace- And State-Building](#), Weinthal, Troell & M Nakayama (eds) (2014): Water and Post-Conflict Peacebuilding. London: Routledge; USAID (2014): [Water & Conflict: A Toolkit for Programming, A Matter of Survival - Report of the Global High-Level Panel on Water and Peace](#) (2017).

3.2.2.4 Mécanismes de coordination en matière de paix

Les analyses ont mis en évidence qu'il n'existe pas une définition commune du concept et de l'approche de la consolidation de la paix parmi les acteurs internationaux et nationaux au Burkina Faso. Cette diversité d'approche présente un obstacle à la mise en valeur de la troisième composante du nexus HDP, qui existe pratiquement de la même façon au niveau mondial.⁴⁶

Le point de départ pour cette étude se trouve dans le concept de la pérennisation de la paix (*sustaining peace*), tel qu'il a été formulé par les résolutions de l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité des Nations Unies.⁴⁷

Résolutions de l'Assemblée Générale et du Conseil de Sécurité des NU sur la pérennisation de la paix

La pérennisation de la paix, au sens qui lui est donné dans le rapport du Groupe consultatif d'experts, devrait être comprise au sens large comme étant un objectif et un processus tendant à la définition d'une vision commune d'une société, compte tenu des besoins de tous les groupes de la population, ce qui suppose des activités permettant de prévenir le déclenchement, l'intensification, la poursuite ou la récurrence des conflits, de s'attaquer à leurs causes profondes, d'aider les parties à mettre fin aux hostilités, de veiller à la réconciliation nationale et de s'engager sur la voie du relèvement, de la reconstruction et du développement, et soulignant que la pérennisation de la paix constitue une tâche et une responsabilité partagées que doivent assumer le gouvernement et toutes les autres parties prenantes nationales.

Bien qu'il soit entendu que la coopération militaire et sécuritaire entre le gouvernement du Burkina Faso et des acteurs internationaux soit une donnée à prendre en considération, l'analyse se focalise sur des réponses non armées visant la résolution et la transformation des conflits et le renforcement

de la cohésion sociale entre les communautés ainsi qu'entre la population et l'Etat.

Au Burkina Faso, il n'existe pas un cadre global pour assurer la coordination en matière de paix entre les acteurs nationaux et les acteurs internationaux. Le plus proche d'une telle entité est le Comité conjoint d'orientation (CCO) qui a été établi en tant qu'organe de gouvernance du soutien apporté par le Fonds pour la consolidation de la paix (PBF). Depuis 2017, le PBF a alloué 32,9 millions de dollars au Burkina Faso pour des projets nationaux et transfrontaliers avec un focus sur la réforme du secteur de la sécurité, la réconciliation nationale, la sécurité communautaire transfrontalière et l'autonomisation des femmes et des jeunes en tant qu'agents de changement.⁴⁸

Le CCO est chargé de donner l'orientation stratégique dans la définition et la mise en œuvre des projets financés par le PBF, assurant une coordination qui permet de créer des synergies avec les autres actions du gouvernement et des PTF.⁴⁹ Le CCO est soutenu par un Comité technique de suivi (CTS) qui se réunit trimestriellement et permet un accompagnement plus approfondi et régulier au niveau technique.⁵⁰ Cette coordination est encore plus importante parce que le soutien du PBF au Burkina Faso s'inscrit dans le cadre du PUS. Même si le CCO est chargé de la supervision stratégique du portefeuille PBF au Burkina Faso, dans le passé le Comité a également discuté des questions plus larges en lien avec la consolidation de la paix dans les zones d'intervention qui sont alignées aux priorités du PUS-BF.

En dehors de ces mécanismes de coordination au niveau national, des initiatives de coordination peuvent être observées au niveau programmatique. Un exemple est la mise en œuvre à travers des consortia des programmes soutenus par le Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique (FFU) de l'Union

46 Le Center for Humanitarian Action a récemment dédié toute une conférence à la question de ce que signifie le « P » au sein du nexus HDP. Voir la [documentation sur la conférence](#) du 26-27 octobre 2020.

47 Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies, A/RES/70/262 du 12 mai 2016.

48 Le [site de l'agent administratif du PBF](#) contient toute la documentation des projets du PBF au Burkina Faso.

49 Le CCO est co-présidé par le ministre de l'économie, des finances et du développement, représentant le gouvernement du Burkina Faso et la coordinatrice résidente du système des Nations Unies, voir PBF (2020) : Note conjointe pour la mise en place du Comité conjoint d'orientation.

50 Voir PBF (2020) : Termes de référence du Comité technique de suivi (CTS) des projets financés par le Fonds de consolidation de la paix (PBF).

européenne, comme le programme « Rebâtir une cohésion sociale au Burkina Faso à travers le renforcement de la cohésion sociale, la promotion du dialogue et la valorisation de l'économie pastorale ». Le programme englobe plusieurs projets avec un financement global de 7 millions d'euros qui sont mis en œuvre par des consortia d'organisations, principalement de la société civile nationale et internationale.⁵¹ Il a également mis en place une structure de coordination à travers le « Projet d'accompagnement des consortia dans le cadre de la mise en œuvre du programme FFU-PEV » réalisé par Terre des Hommes avec un financement de 642 105 euros.⁵² A travers la mise en œuvre de ce projet, plusieurs leçons pourraient être tirées.

En analysant le potentiel des mécanismes de coordination en matière de la consolidation de la paix pour l'opérationnalisation du nexus HDP, les éléments suivants peuvent être observés :

- **faible coordination du secteur** : l'absence d'un mécanisme au même niveau de fonctionnalité que les autres domaines a affaibli la représentation des acteurs de la consolidation de la paix dans des discussions sur l'opérationnalisation du nexus HDP. Elle contribue également au fait que le nexus humanitaire et développement est plus avancé.
- **la représentation de divers acteurs au sein du CCO** : Le fait que le gouvernement du Burkina Faso, le système des Nations Unies, la société civile et des représentants des PTF soient re-

présentés au sein du CCO permet des échanges qui pourraient être le point de départ pour un rôle de celui-ci au-delà du soutien apporté par le PBF. L'étroite collaboration entre le PBF et le PUS-BF est un avantage additionnel.

- **la nécessité d'une équipe dédiée au nexus pour assurer la coordination** : La coordination des consortia a mis en évidence l'importance des ressources humaines et financières pour assurer le travail de coordination, la circulation des informations et la capitalisation des bonnes pratiques.
- **les besoins similaires des organisations de mise en œuvre** : La coordination des consortia a également montré que les organisations ont les mêmes besoins et rencontrent des défis similaires dans l'opérationnalisation du nexus HDP. Il s'agit entre autres des questions de la sécurité et d'accès aux zones d'interventions, de la négociation humanitaire, des outils d'analyse de conflits, des outils de l'approche "Ne pas nuire", des stratégies sur la prévention de l'extrémisme violent, des outils de ciblage des bénéficiaires (PDI aussi bien dans des communes de départ et d'accueil) et des outils de suivi & évaluation surtout en ce qui concerne la mesure des résultats en matière de consolidation de la paix. La concentration et la mise à échelle des activités de soutien et de renforcement des capacités pourraient contribuer à une accélération de l'opérationnalisation du nexus HDP.

3.2.3. Adaptations organisationnelles pour faciliter l'opérationnalisation du nexus HDP

L'opérationnalisation du nexus HDP ne passe pas seulement par un renforcement de la coordination entre acteurs. Elle demande également des adaptations au niveau des organisations pour répondre de

façon plus adéquate aux défis présentés par celui-ci . Ces adaptations peuvent être liées aux idées directrices de l'organisation, à l'infrastructure organisationnelle et aux méthodes et outils.⁵³

51 Par exemple, au niveau de la région de la Boucle du Mouhoun, il existe des projets intégrant l'approche nexus à l'instar des projets Progress et Secure mis en œuvre respectivement par le consortium TDH-ACF-SFCG-association Opakwé et le consortium TDH-Educo-Intersos. Quelques informations complémentaires se trouvent sur [le site du programme](#).

52 Quelques informations complémentaires se trouvent sur [le site du projet](#).

53 L'étude se base sur le travail de l'expert de la pensée systémique Peter Senge, voir Senge, Peter (2006) : The Fifth Discipline. The Art and Practice of the Learning Organization. Rev. and updated edition et Senge, Peter et al (1994) : The Fifth Discipline Fieldbook. Strategies and Tools for Building a Learning Organization.

L'analyse montre une avancée des organisations au Burkina Faso par rapport à l'intégration du nexus HDP dans leurs idées directrices. Au niveau des théories, méthodes et outils ainsi qu'au niveau des infrastructures, certaines avancées et pratiques prometteuses peuvent être observées. Néanmoins,

l'analyse montre que les capacités des organisations à mesurer les résultats de leurs interventions, en particulier ceux de la consolidation de la paix, la cohésion sociale et la prévention de la violence, sont peu développées.

Idées directrices

Les idées directrices d'une organisation comprennent la vision, la mission, le mandat, les valeurs, les objectifs, en somme ce que l'organisation représente et ce que ses membres cherchent à créer. Il est donc important de prime abord de souligner qu'il existe un certain nombre d'idées directrices émanant des instruments politiques mondiaux ainsi que des engagements internationaux auxquels les organisations ont souscrit. Les Objectifs de développement durable (ODD), l'Agenda pour l'humanité, l'Agenda pour la pérennisation de la paix, la Recommandation de l'OCDE/CAD sur le nexus et bien d'autres peuvent notamment être mentionnés.

Ces engagements demandent une concrétisation au niveau organisationnel, surtout pour clarifier leur importance par rapport aux autres lignes directrices et engagements que les organisations ont pris.

Au niveau mondial, un groupe d'acteurs humanitaires défend, sur la base des principes humanitaires, notamment la neutralité⁵⁴ et l'impartialité⁵⁵, une position pour moins d'ingérence : Pour eux « lorsque les agences humanitaires deviennent les promoteurs d'un processus qui vise à soutenir une partie donnée dans un conflit, que ce soit un État, une communauté ou un individu au nom de la construction de la paix, il y a partialité ».⁵⁶ Il faut noter néanmoins que certaines organisations humanitaires ont souligné l'importance de préserver l'espace humanitaire.

Plusieurs acteurs ont fait l'effort d'institutionnaliser une approche intégrée touchant au moins deux éléments du nexus HDP au niveau de leurs idées directrices. L'exemple de l'Agence française de développement (AFD) avec sa Stratégie *Vulnérabilités*⁵⁷ reflète l'approche de développement organisationnel qui est nécessaire pour une telle adaptation, notamment avec une prise en compte des idées directrices dans les composantes de l'infrastructure/ossature organisationnelle (ressources humaines) et des méthodes et outils.

AFD : Stratégie Vulnérabilités aux crises et résilience 2017-2021

- 1) Renforcer les capacités d'analyse du contexte de l'Agence et faire évoluer ses approches opérationnelles (en promouvant notamment des approches multi-pays, multi-secteurs, pluriannuelles et pluri-acteurs).
- 2) Faire évoluer nos outils méthodologiques afin que les opérations de l'AFD soient les plus pertinentes possibles dans des contextes complexes, en intégrant notamment des dispositifs de suivi-évaluation renforcés et une gestion dynamique des risques.
- 3) Un dispositif de ressources humaines adapté, via le renforcement des équipes au siège et dans le réseau, la formation du personnel et une gestion des carrières qui valorise les parcours dans les contextes de crise.

54 [Neutralité](#) : Les acteurs humanitaires ne doivent pas prendre parti pendant les hostilités ou se lancer dans des polémiques de nature politique, raciale, religieuse ou idéologique.

55 [Impartialité](#) : L'action humanitaire doit être menée uniquement sur la base des besoins, en donnant la priorité aux situations de détresse les plus urgentes sans faire de distinction entre nationalités, races, genres, religions, croyances, classes ou opinions politiques.

56 Pedersen (2016): [The Nexus of Peacebuilding, Development and Humanitarianism in Conflict Affected Contexts. A Respect for Boundaries](#) pour MSF.

57 AFD (2019) : [Stratégie Vulnérabilités aux crises et résilience 2017-2021](#).

D'autres organisations utilisent des approches similaires : la Suède a élaboré une note qui adresse directement les questions du nexus HDP,⁵⁸ la Coopération belge au développement se base sur une Note stratégique pour les situations de fragilité.⁵⁹ Le système des Nations Unies au Burkina Faso met un accent particulier sur « une nouvelle façon de travailler fondée sur une mise en cohérence des actions huma-

nitaires, de développement, de paix et de sécurité dans la perspective de l'agenda 2030 et une paix durable. Il met aussi l'accent sur des efforts pour une démarche collective tout en tenant compte des réalités matérielles et socioculturelles des populations ainsi que les mandats et compétences des acteurs ».⁶⁰

Infrastructure

La plupart des organisations ont également entrepris des efforts pour adapter leur infrastructure, c'est-à-dire la mise à disposition des ressources pour soutenir les personnes dans leur travail, comme des bâtiments, des moyens financiers, du temps, du soutien de la direction, des informations, des contacts, etc. En premier lieu, il s'agit de la création des nouveaux postes au niveau des ressources humaines, comme des coordinateurs nexus, des conseillers en matière de paix et conflits, des conseillers de développement au sein des organisations humanitaires ou des chargés de programmes humanitaires au sein des organisations de développement. L'intégration de tels profils en plus des investissements dans les renforcements de capacités permettent aux organisations de mieux répondre aux défis présentés par le nexus HDP qui demandent une diversification des expertises au sein des organisations qui ont travaillé jusque-là de façon isolée.

Une autre adaptation des infrastructures est liée à une plus grande décentralisation. Au niveau des structures, peut être mentionné la création ou le renforcement de cinq pôles régionaux du Bureau des Nations Unies à Dori, Kaya, Ouahigouya, Fada N'Gourma et Bobo-Dioulasso en 2019 pour renforcer les capacités internes à contribuer à la réalisation des résultats collectifs. Ces bureaux intégrés sont censés fournir une réponse humanitaire à plus grande échelle face aux besoins. Les clusters de la coordination humanitaire continuent également leur décentralisation à travers la création des clusters sous-nationaux. Des acteurs soulignent que le fait que le Burkina Faso soit un Etat centralisé est reflété dans l'organisation des structures de la coopération internationale et ses structures de coordination.

Par voie de conséquence, il y a un écart entre la réponse adressée aux besoins des populations et les besoins éprouvés. Cet écart est renforcé par les difficultés d'accès aux zones touchées par les acteurs, en particulier ceux du développement.

Outils

Dans l'esprit de faire face aux défis de l'opérationnalisation du nexus HDP, des organisations ont développé ou adapté leurs outils de travail. Plusieurs d'entre elles disposent de notes d'orientation stratégique accompagnées d'outils plus détaillés pour activer leur engagement dans des contextes fragiles et touchés par des conflits. La Coopération belge, par exemple, a développé une note qui compte neuf éléments.⁶¹

Coopération belge : Guide sur la fragilité

(1) partir du contexte, (2) mettre l'accent sur les relations entre l'État et la société, (3) ne pas nuire, (4) faire de la prévention une priorité, (5) adopter une approche pangouvernementale, (6) promouvoir la non-discrimination, (7) s'aligner sur les priorités locales, (8) agir rapidement, rester engagé et faire preuve de souplesse, (9) gérer les risques.

58 SIDA (2020) : [Humanitarian-Development-Peace Nexus. Guidance Note for SIDA.](#)

59 Coopération belge au développement (2013) : [Note stratégique pour des situations de fragilité.](#)

60 Système des Nations Unies (2018) : [Cadre de coopération entre le Burkina Faso et le système des Nations Unies 2018-2020.](#)

61 ACROPOLIS (2017) : [Guidance on Fragility.](#)

L'étude a pu mettre en évidence trois éléments importants qui sont: les analyses de conflits, la sensibilité aux conflits, les outils de suivi & évaluation

pour pouvoir mesurer des changements à travers l'éventail HDP, surtout avec un focus sur le domaine de la consolidation de la paix.

Analyses de conflits et des besoins

Il est de plus en plus dans la pratique des différents acteurs d'entreprendre des analyses avant le démarrage effectif de leurs activités respectives. D'habitude, celle-ci sont d'ordre technique selon les domaines d'intervention. Néanmoins, plusieurs acteurs ont investi dans un renforcement des analyses de contexte et à un niveau moins élevé dans des analyses de conflits.⁶² Souvent, les capacités pour mener ce type d'analyse ne sont pas présentes au sein des organisations. Par conséquent, ces analyses sont souvent sous-traitées à des organisations spécialisées ou aux bureaux de recherche. Des exemples se trouvent dans des publications du *REACH Research Group*, qui en collaboration avec le HCR et ACTED, a effectué des évaluations territoriales pour la commune de Barsalogho et la ville de Kaya qui incluent des analyses sur des questions de la cohésion sociale.⁶³

Il existe également des analyses de conflits réalisées par des organisations spécialisées en matière de

consolidation de la paix. A titre d'exemple, peuvent être mentionnés Search for Common Ground⁶⁴ et Interpeace, qui a publié le 29 avril 2021 son rapport "*Pour un renouveau du Pacte social au Burkina Faso, Jeter les bases d'une paix durable au Burkina Faso : analyse participative des facteurs de conflit et de résilience*"⁶⁵.

Par ailleurs, Interpeace, du fait de son engagement pour la consolidation de la paix dans le pays et son approche *Peace Responsiveness Facility* traduite, partage les résultats de ses recherches avec les différents acteurs (humanitaire, développement, paix) dans l'objectif de contribuer à des interventions efficaces et à un impact durable auprès des populations. Elle mène, par ailleurs, une intervention sensible aux conflits dans les régions des Hauts-Bassins et de l'Est à travers les projets qu'elle met en œuvre.

Sensibilité aux conflits

La sensibilité aux conflits en tant qu'approche systématique est largement sous-développée. De nombreuses organisations déclarent adopter l'approche « Ne pas nuire », mais en réalité manquent d'un suivi rapproché permettant de percevoir des effets potentiellement négatifs. Nombre d'acteurs se contentent de prendre en compte les besoins des populations déplacées et hôtes. Cette situation constitue une amélioration qui permet d'éviter de nouvelles tensions liées aux interventions focalisées exclusivement sur les populations déplacées, surtout dans un contexte où la plus grande partie des PDI est logée

en dehors des camps. Néanmoins, il faut souligner que réduire la sensibilité aux conflits à cette dimension est très limitative.

Parfois, la sensibilité aux conflits s'opère à un niveau implicite, sous l'impulsion du staff national ou des partenaires locaux de mise en œuvre avec des connaissances intimes du contexte qui leur permet de mieux anticiper des effets potentiellement négatifs.

Certaines organisations disposent d'outils de haute

62 Par exemple, SIDA (2020): [Humanitarian-Development-Peace Nexus. Guidance Note for SIDA](#), p. 9 qui vise à soutenir une analyse conjointe, sensible au genre et tenant compte des risques, des causes profondes et des moteurs structurels des conflits.

63 REACH Research Group (2020): [Evaluation territoriale - Ville de Kaya](#) et [Commune de Barsalogho - Evaluation territoriale](#).

64 Voir par exemple, SFCG (2020): [Etude de base du Projet PAF001. Soutenir le dialogue mené par les jeunes pour la paix et la stabilité au Sahel](#).

65 <https://www.interpeace.org/2021/04/facing-escalating-violence-with-resilience-in-burkina-faso/>

qualité,⁶⁶ qui pourraient inspirer d'autres. D'autres ont publié des recommandations pour renforcer la sensibilité aux conflits dans des activités ciblant des ménages en extrême pauvreté. C'est, par exemple, le cas de Search for Common Ground.⁶⁷

SFCG : Recommandation (exemple)

Dans le cadre du suivi des activités de cash transfer, il est important de surveiller les perceptions des ménages qui ne reçoivent pas d'aide. Les critères de sélection peuvent être mal compris ou mal interprétés par certains ménages et, par conséquent, peuvent créer ou exacerber des tensions dans les communautés participantes.

Les recommandations rappellent différentes formes d'interaction de l'aide humanitaire ou au développement avec leur contexte et les risques. D'autres organisations, comme l'OIM, essaient de capter des informations à travers une approche de localisation qui est à la base de leur programme de stabilisation des communautés.

Globalement, il serait important d'organiser des échanges sur les bonnes pratiques en matière de sensibilité aux conflits et d'investir davantage dans les capacités des organisations et des individus afin de pouvoir l'appliquer de manière régulière dans toutes les interventions dans des contextes fragiles.

Capacités à mesurer des résultats

Le succès d'une organisation est déterminé par les résultats que celle-ci produit. L'analyse a mis en évidence le fait que les organisations disposent de capacités à mesurer les résultats de leurs interventions dans leurs domaines de travail respectifs. Néanmoins, celles sur les résultats HDP sont relativement faibles. Pour cette raison, même dans des cas où une programmation nexus est visée, il est souvent impossible de savoir si les interventions ont produit les effets escomptés. Par exemple, il est difficile d'établir si l'amélioration de la sécurité alimentaire contribue à la cohésion sociale, si les AGRs au profit des PDI et des membres des communautés hôtes renforcent les relations entre les deux groupes, si les mécanismes de résolution des conflits contribuent à une diminution du nombre ou de l'intensité des conflits etc.

Plusieurs facteurs contribuent à cette situation :

- **la faible qualité des outils de suivi évaluation (S&E) axés sur les résultats** : L'examen évaluatif du portefeuille du PBF au Burkina Faso en avril 2020 a mis en évidence la faiblesse des outils de S&E, surtout en ce qui concerne la documentation des changements en lien direct avec la consolidation de la paix. Les cadres de résul-

tats sont incomplets, les données de référence et les cibles non-définies, les changements aux niveaux individuel et institutionnel sont difficiles à mesurer du fait de la faible qualité des indicateurs et les données ne sont pas suffisamment réparties par sexe et âge ainsi que par zones d'intervention.⁶⁸

- **la formulation des indicateurs dans les domaines de la consolidation de la paix** : La formulation des indicateurs pour la consolidation de la paix, la cohésion sociale et la résilience est souvent considérée comme difficile. Cette perception est souvent due au fait qu'une concrétisation des objectifs dans ces domaines n'ait pas été suffisamment réalisée. La paix, la cohésion sociale, la résilience sont des objectifs à très long terme et au niveau le plus élevé. De plus, le travail de suivi et évaluation de nombre d'organisations est souvent encore localisé au niveau des réalisations des activités. Les changements qualitatifs au niveau des perceptions, attitudes, comportements et relations échappent généralement à la documentation.⁶⁹ Le travail des acteurs spécialisés en matière de la consolidation de la paix pourrait inspirer la déconstruction des grands concepts pour les opérationnaliser

66 Comparer la synthèse de méthode « Intégrer l'analyse de contexte » et l'approche « Ne pas Nuire » dans un projet de l'AFD.

67 SFCG (2020): [Recommendations for the Integration of Conflict Sensitivity into the Targeting of Households facing Extreme Poverty](#).

68 PBF (2020) : Examen de l'évaluabilité 2020. Portefeuille du Fonds pour la consolidation de la paix (PBF) au Burkina Faso.

69 Par exemple, PUS (2020) : Deuxième session ordinaire 2020 du Conseil d'orientation stratégique. Rapport d'avancement au 30 juin 2020.

dans le travail quotidien des acteurs humanitaires et de développement.⁷⁰

- **les défis d'assurer la fonction de suivi et évaluation dans des contextes sécuritaires difficiles** : Il faut prendre des mesures pour adapter le suivi et évaluation afin de faire face aux défis sécuritaires et aux difficultés d'accessibilité des zones. Des efforts sont faits dans ce sens par des organisations,⁷¹ mais très peu d'informations sur cette adaptation dans la réalité

ont été mises à la disposition de cette étude. Le défi est souvent exacerbé par le fait que beaucoup d'organisations internationales ne mettent plus en œuvre leurs activités de façon directe. Le travail est confié aux partenaires de mise en œuvre locaux. Cette pratique pose les risques pour la sensibilité aux conflits mentionnée, car ceux-ci et les agents de collecte des données peuvent être exposés aux dangers. Elle soulève l'épineuse question du transfert des risques aux organisations locales.

3.2.4. Niveau de participation des acteurs locaux dans la définition des priorités des politiques et des programmes

Une exigence centrale du nexus HDP est de « placer l'être humain au centre ». Ce qui implique de donner aux populations touchées, surtout les populations marginalisées, la possibilité de définir leurs besoins immédiats, à moyen et à long terme.⁷² Par rapport à la programmation, les entretiens réalisés révèlent que les populations participent, de façon générale, à l'évaluation de leurs besoins, à la mise en œuvre des activités et de façon moins prononcée au suivi et évaluation de la mise en œuvre du projet. Cependant, le mode d'implication des populations à ces différents niveaux varie en fonction des acteurs et de leur stratégie d'intervention.

Groupe de discussion avec des PDI au Centre-Nord

Les PDI bénéficient de l'appui des acteurs étatiques et non étatiques intervenant dans différents domaines. Elles sont impliquées dans l'évaluation de leurs besoins, la mise en œuvre des activités et dans le suivi et évaluation à travers des comités composés de leurs représentants. Toutefois, des insuffisances sont relevées dans la satisfaction de leurs besoins. Pour certains, ils sont liés au fait que les comités mis en place ne sont pas suffisamment représentatifs des PDI. Ces personnes pensent qu'une consultation de l'ensemble des PDI à toutes les étapes permettra de mieux répondre à leurs besoins. De même, elles relèvent qu'elles ne sont pas associées à l'évaluation de leurs besoins par l'ensemble des acteurs dont elles bénéficient d'un appui. Pour d'autres, ces décalages sont surtout dus au fait que des PDI abusent de la confiance des intervenants en bénéficiant à maintes reprises des appuis au détriment d'autres PDI.

70 Voir par exemple, SFCG (2020): [Etude de base du Projet PAF001. Soutenir le dialogue mené par les jeunes pour la paix et la stabilité au Sahel](#).

71 Voir AFD (mise à jour en 2020) : Le dispositif de suivi-évaluation adapté (DSEA) aux zones de crise.

72 OECD/CAD (2019) : [Recommandation du CAD sur l'articulation entre action humanitaire, développement et recherche de la paix](#).

Au niveau de l'évaluation participative des besoins

En ce qui concerne l'évaluation participative des besoins, le travail des autorités étatiques qui, à travers leurs services décentralisés et déconcentrés, mènent plusieurs analyses participatives peut être observé. Le PUS-BF par exemple a rencontré 60 maires dans le cadre de l'élaboration d'un plan de stabilisation d'une région d'intervention.

De même, certains acteurs se réfèrent aux documents sur les politiques ou stratégies nationales, (PNDES, Politiques nationales en lien avec un secteur spécifique, les Plans régionaux et communaux de développement : PRD et PCD). Par ailleurs, les données de la Direction régionale de la femme, de la solidarité nationale et de l'action humanitaire sont exploitées par les acteurs humanitaires pour la prise en compte des besoins des PDI et la mise en œuvre d'activités au profit de ces derniers et des communautés hôtes. Des stratégies sont mises en place par les acteurs en vue d'une meilleure prise en compte des besoins des bénéficiaires. Par exemple, la ville de Kaya dans la région du Centre-Nord est répartie en treize zones auxquelles sont affectées des agents des services de l'action sociale. A la tête de chaque site se trouve un représentant des PDI dont le rôle est de remonter les informations au niveau du service technique de l'action sociale pour leur prise en compte.

Outre l'exploitation de ces documents par certains acteurs, la quasi-totalité des intervenants interviewés mènent leurs propres analyses de besoins des populations. Des outils quantitatifs et qualitatifs (questionnaires, groupe de discussion) sont utilisés pour collecter des informations auprès des communautés.

Du point de vue des interlocuteurs, les projets et programmes sont conçus sur la base d'une évaluation participative des besoins des populations.

Focus avec des réfugiés maliens au Sahel

La plupart des réfugiés maliens se sentent impliqués dans l'évaluation de leurs besoins ainsi que dans la mise en œuvre des activités et de suivi et évaluation. Ils suggèrent qu'une approche participative par les différents acteurs et leur implication dans la définition des activités des projets soit faite afin de lutter contre les décalages. Etablis au Burkina Faso depuis 2012 dans leur majorité, les besoins des réfugiés sont plus focalisés sur le pilier de développement (besoin d'accompagnement à mener des AGRs) et de sensibilisation en ce qui concerne la cohésion sociale.

Toutefois, il faut noter que le contexte sécuritaire volatile conduit très souvent à une évolution des besoins, créant ainsi des décalages entre les réponses apportées et les besoins fondamentaux ressentis par la population.

Il convient ici de souligner que les acteurs sont souvent confrontés à la non-flexibilité voire au refus de certains partenaires techniques et financiers pour que les fonds alloués à l'exécution des activités définies dans le document du projet soient utilisés pour satisfaire d'autres besoins de la même population et plus en adéquation avec les demandes de celle-ci. Face à cette difficulté, les organisations usent des opportunités que leur offrent les liens de partenariat et de collaboration entre acteurs pour tenter d'apporter une réponse aux besoins de leurs bénéficiaires.

Le principal obstacle lié à l'implication des bénéficiaires dans l'évaluation de leurs besoins et relevé par les acteurs sur le terrain concerne la courte durée des délais de soumission des appels à projets. Cette situation handicape souvent les évaluations participatives des besoins des populations et conduit parfois les ONGs à exploiter les données capitalisées pour les établir.

Au niveau de la mise en œuvre

Plusieurs approches de mise en œuvre participative des projets ont été identifiées. L'implication des populations la plus directe notée sur le terrain est leur contribution aux activités. Cette approche est adoptée par différents acteurs parmi lesquels le Réseau des femmes leaders pour la tolérance, l'ONG UFC Dori et APIL qui accompagnent les populations.

De même, compte tenu de l'accès limité aux zones d'intervention due à l'insécurité ou à des contraintes en lien avec la pandémie de la Covid-19, certains acteurs ont mis en place des relais communautaires locaux chargés de l'exécution des activités.

Dans les localités comme Tchémêla et Pissila qui sont des zones rouges aujourd'hui, on ne peut pas envoyer des gens alors qu'on ne peut pas assurer leur sécurité... En plus de cela, il y a eu la maladie de la COVID-19. Donc on forme les relais communautaires et on leur donne un smartphone pour l'exécution des activités.

Représentant d'une ONG à Kaya

D'autres acteurs privilégient une approche qui consiste à la mise en place de comités composés de populations bénéficiaires dont l'objectif est de permettre leur participation active à l'exécution des activités. Ce dispositif varie selon le type d'intervention. Dans le cas de TDH par exemple, il s'agit de la participation des représentants des PDI aux activités de distribution des vivres organisées, tandis que Plan international a mis en place des cellules communautaires de protection de l'enfant, composées de personnes ressources (leaders ou personnes influentes) issues de la communauté qui s'engagent volontairement à promouvoir et à protéger les droits des enfants.

Dans la mise en œuvre, les bénéficiaires ne sont pas pour nous des bénéficiaires passifs en ce sens qu'ils ne sont pas seulement impliqués pour participer à des ateliers. Ils sont constitués de personnes volontaires dans le village qui sont identifiées par les villageois pour faire partie d'un noyau pour prévenir et gérer le conflit existant.

Représentant d'une ONG à Dori

Au niveau du suivi-évaluation

L'implication des populations, par les acteurs étatiques et non étatiques dans le suivi-évaluation des programmes, est moins développée. Néanmoins, quelques pratiques prometteuses peuvent être observées. Il s'agit notamment de la mise en place de mécanismes de gestion de plaintes utilisés par plusieurs acteurs sur le terrain (Direction régionale de la femme, de la solidarité nationale, de la famille et l'action humanitaire, Plan international, ACTED, HCR, OIM, etc.) afin de mieux orienter les interventions. Parfois les mécanismes de veille citoyenne existant dans les localités accompagnent la mise en œuvre des activités, à travers des interpella-

tions contribuant à assurer la qualité des d'ouvrages en réalisation (cas des projets mis en œuvre par les collectivités territoriales). Par ailleurs, les bénéficiaires sont souvent inclus dans les évaluations à mi-parcours et en fin de projet.

Toutefois, ces acteurs étatiques et non étatiques sont confrontés à des difficultés qui enfreignent parfois l'implication des populations. Il s'agit des facteurs sécuritaires (attaques terroristes, pandémie de Covid-19) qui, en réduisant les déplacements et les contacts, handicapent celle-ci aux différentes phases des projets.

Le rôle des collectivités territoriales

La Stratégie décennale de la décentralisation 2017-2026 a pour vision des collectivités territoriales performantes qui délivrent des services publics locaux de qualité et accessibles, impulsent un développement local inclusif et durable et animent une démoc-

ratie locale ancrée dans le substrat socio-culturel.⁷³ Dans cette logique, il revient aux collectivités territoriales, à travers la gouvernance locale, de travailler au quotidien à l'enracinement de la démocratie dans leur territoire, de veiller à l'inclusion de toutes

73 Gouvernement du Burkina Faso (2017) : [Stratégie décennale de la décentralisation 2017-2026](#).

les couches et catégories sociales dans la vie de la collectivité locale et de porter les instances locales de concertation.

A titre illustratif, dans les régions du Sahel, de la Boucle du Mouhoun et du Centre-Nord, les collectivités territoriales participent aux diagnostics pour l'élaboration du PNDES en expiration : un diagnostic technique est fait au niveau des services techniques et un diagnostic participatif réalisé sur le terrain à travers des groupes de discussion et des entretiens individuels auprès des leaders d'opinion et de la population. Dans le processus d'élaboration du nouveau Référentiel national de développement, une consultation régionale au cours de laquelle les populations au niveau local sont interrogées pour recueillir leurs attentes par rapport au nouveau référentiel a été également réalisée.

Néanmoins, il faut noter qu'actuellement la plupart des collectivités territoriales ne sont pas équi-

pées suffisamment pour jouer ce rôle par manque de ressources financières et humaines et de renforcement de leurs capacités techniques. Dans plusieurs cas, un manque de ressources pour l'organisation des rencontres de concertation a pu être observé. La participation des représentants des collectivités territoriales à des cadres de concertation est souvent difficile voire impossible sans un financement desdits cadres par des partenaires (pour la prise en charge des participants).

Dans le contexte d'une décentralisation inachevée, il s'agit de développer des solutions pragmatiques pour renforcer le rôle des collectivités territoriales en évitant de les surcharger avec de nouvelles tâches quand celles-ci rencontrent déjà de nombreux défis.

Afin d'être à même d'organiser ces cadres de concertation, il a été recommandé de prévoir des lignes dans les budgets des collectivités territoriales (Conseil régional et mairies).

4. Conclusions

4. Conclusions

Les conclusions finales présentent un aperçu des opportunités et contraintes pour l'opérationnalisation du nexus HDP au Burkina Faso et une analyse des deux domaines de convergence entre les acteurs HDP.

Opportunités et contraintes

L'analyse a mis en évidence les opportunités et contraintes à l'opérationnalisation du nexus HDP.

Au niveau national :

- Un mécanisme, à savoir le PUS-BF, inclut déjà les éléments de sécurité, le soutien d'urgence, le développement des zones périphériques et la consolidation de la paix. Dans cette approche, la réponse sécuritaire reste prépondérante et la dimension de la consolidation de la paix reste à être développée.
- La Matrice d'actions prioritaires, qui a contribué à développer des interventions de différents acteurs dans des zones prioritaires, reste limitée en termes d'activités des acteurs humanitaires et des organisations œuvrant pour la consolidation de la paix qui y sont partiellement reflétées. La disponibilité d'un tel aperçu en temps réel nécessitera une étroite collaboration entre les trois domaines.
- Dans le domaine du développement, l'existence des mécanismes de coordination depuis de nombreuses années et dans le domaine humanitaire, la création des mécanismes de coordination à travers l'activation de clusters dans un délai relativement court sont des points positifs. Les mécanismes de coordination humanitaire sont assurés par des institutions nationales telles que le CONASUR et ses démembrements et les directions des ministères sectoriels

concernés. Cependant, une telle coordination pour le domaine de la consolidation de la paix n'existe pas.

Les cadres de concertation, présents au niveau régional⁷⁴, permettent un certain niveau d'échanges et de coordination des acteurs. Toutefois, ceux aux niveaux provincial et communal sont beaucoup moins performants, surtout à cause du manque de ressources financières, de la dégradation de la situation sécuritaire et de leur multiplicité au niveau de certaines communes (cas de la commune de Seyten-ga dans la région du Sahel). Il en résulte une coordination limitée des acteurs sur le terrain. Les autres obstacles à l'opérationnalisation du nexus sont :

- la méconnaissance ou faible maîtrise des dynamiques (jeux de pouvoirs) des sociétés ;
- le démarrage tardif et la durée insuffisante des financements (humanitaires, développement et paix) par rapport aux besoins ;
- la faible flexibilité de l'utilisation des fonds ;
- la faible ou la non-participation des acteurs locaux dans le cycle de vie des projets ;
- la longue durée de démarrage des activités du projet ;
- l'accès difficile au terrain à cause de l'insécurité ;

⁷⁴ Il faut noter qu'il y a une insuffisance de ressources financières pour le fonctionnement des différents cadres de concertation.

- la méconnaissance et l'application inappropriée des textes par les acteurs en ce qui concerne l'orientation des interventions sur le terrain ;
- les conflits et confusion de compétence entre entités déconcentrées et entités décentralisées en ce qui est de l'orientation des interventions sur le terrain ;
- le manque de suivi des recommandations formulées par les différents cadres de concertation ;
- la coordination souvent centrée sur un suivi des activités avec des résultats moins documentés.

Par contre, d'autres facteurs concourent à l'opérationnalisation de l'approche nexus. Il s'agit de :

- l'existence d'une volonté politique à travers la mise en place d'institutions (ministère dédié à la réconciliation nationale et à l'action humanitaire), l'axe 1 du RND qui adresse explicitement les questions de consolidation de la paix et de la cohésion sociale ainsi que la finalisation de la stratégie nationale de cohésion sociale ;
- l'existence des documents de planification aux niveaux national et régional (PNDES, PLD)

Au niveau des acteurs internationaux, sont observés :

- une forte volonté des PTF de faire avancer le nexus au Burkina Faso. Cette situation se traduit par l'inclusion du concept dans des documents stratégiques de certains mécanismes de coordination ainsi que des idées directrices des organisations. Malgré un certain progrès, il reste un chemin important à parcourir, notamment au sujet des analyses de conflits, l'application systématique d'une approche de sensibilité aux conflits...
- certaines approches pratiques pour opérationnaliser le nexus, même si la majorité de ces actions restent limitées au renforcement du double nexus humanitaire et développement. Il s'agit entre autres de l'institutionnalisation des échanges entre les CSD et les clusters, des espaces de réflexions, tel qu'organisé par le clus-

ter WASH, Oxfam en partenariat avec le bureau intégré du SNU du Centre-Nord et des exemples de mise en œuvre d'une approche intégrée des programmes et projets.

- des expériences qui servent de base et de leçons démontrant la nécessité de décliner l'approche nexus pour chaque secteur thématique, l'importance de ressources humaines et financières dédiées à la coordination et à l'opérationnalisation du nexus HDP et une similarité des besoins en matière de renforcement des capacités des organisations et des acteurs parties prenantes aux mécanismes de coordination.
- Les acteurs internationaux font face au défi d'une coordination faiblement outillée pour documenter des changements au niveau des résultats concrets et à un moindre niveau sur la contribution aux résultats collectifs.
- des efforts pour l'inclusion des acteurs locaux dans l'analyse des besoins, la conception, la mise en œuvre et le suivi des activités, même si cette implication des acteurs locaux et leur leadership peut encore être renforcée.
- Il reste néanmoins quelques obstacles portant notamment sur la faible compréhension et vulgarisation de l'approche nexus.

L'analyse a mis en évidence que nombre d'acteurs rencontrent des défis similaires dans l'opérationnalisation du nexus HDP et doivent investir des ressources humaines et financières pour le développement des solutions.

Pour une plus grande efficacité, l'étude propose de mettre en place un comité technique qui jouera le rôle de facilitateur et de centre de ressources pour soutenir les acteurs dans ce travail et pour harmoniser les approches. Il renforcera de façon transversale les efforts du nexus HDP (*mainstreaming*) au sein des mécanismes de coordination existants ainsi que des organisations de mise en œuvre afin d'accroître l'impact collectif des interventions HDP.

Le travail quotidien de ce comité sera organisé par une équipe composée de diverses expertises en matière d'aide humanitaire, de développement et sur-

tout en matière de consolidation de la paix. Celui-ci devrait être à même de rassembler différents acteurs et de s'engager sur un agenda de sensibilisation et de renforcement des capacités. Il pourrait associer les ressources humaines existantes, telles que les coordinateurs nexus HDP au sein du Bureau de la coordination, tout en s'assurant de combler les décalages avec les capacités supplémentaires nécessaires. Son

modus operandi devrait mettre l'accent sur l'utilisation des ressources humaines disponibles au niveau des organisations nationales, tout en gardant la possibilité de combler le déficit par l'expertise internationale. Il s'agira aussi d'appliquer un processus de mise en œuvre allant du niveau national vers celui régional.

Domaines de convergence

De l'avis des personnes consultées, les domaines de convergence couvrent la prévention de la radicalisation de l'extrémisme violent et la gestion des déplacements massifs des populations (les PDI et les

ménages hôtes). A cela, s'ajoutent des actions de rétablissement/renforcement de la cohésion sociale et de fourniture des services sociaux de base.

Une approche intégrée dans la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent

Une réponse holistique sur la base d'une approche intégrée pourrait mettre en valeur la contribution de l'ensemble des acteurs.

Pour les acteurs de développement, elle pourrait inclure :

- la réduction de l'extrême pauvreté ;
- le soutien au relèvement économique des zones à risque, en améliorant les infrastructures et l'accès aux marchés et aux services financiers, tout en donnant la priorité aux possibilités de création d'emplois ainsi qu'aux programmes d'entrepreneuriat pour les jeunes vulnérables ;
- la fourniture de services sociaux de base dans les zones à risque avec une importance accordée à une éducation pour tous ;
- l'amélioration des prestations de services de base fournis par l'État, en intégrant le contrôle et l'engagement des citoyens dans la délivrance des services ;
- la mise en œuvre des programmes de subsistance immédiats et à long terme, ainsi que des formations adaptées et préparant une réelle autonomisation ;

- le soutien à la mise en œuvre du processus de réforme du secteur de la sécurité adapté aux défis spécifiques de l'extrémisme violent et fondés sur les droits humains et les principes de l'Etat de droit en intégrant des mécanismes de contrôle et de confiance par les citoyens. Cette réforme devrait inclure des initiatives locales de sécurité, tels que les Dozos et les Koglwéogo.

Pour les acteurs humanitaires, elle pourrait inclure :

- la gestion des urgences humanitaires causées par des déplacements des personnes ;
- le soutien à l'organisation du retour des déplacés ;
- la fourniture des moyens de subsistance immédiats et le soutien à l'auto-prise en charge économique des populations vulnérables à travers des AGR dans la mesure du possible ;
- la prestation complémentaire de services fournis par l'État dans le court terme, tout en renforçant la cohésion sociale verticale, surtout en assurant l'accès à l'éducation dans des contextes d'urgence, aux soins de santé de base et aux services de l'eau et assainissement.

Pour les acteurs de paix, elle pourrait inclure :

- l'appui à la réforme de l'éducation afin d'en faire un levier de la consolidation de paix par l'adaptation des programmes scolaires, avec la prise en compte de thématiques en lien avec la cohésion sociale, l'éducation à la paix et l'engagement civique ;
- la création des espaces de dialogue intra- et inter-religieux pour amplifier la voix de la tolérance religieuse et la cohésion interconfessionnelle ;
- le soutien aux anciens membres des groupes extrémistes et leur réintégration dans leurs communautés en prenant en compte la dimension de la cohésion sociale ;
- le renforcement des espaces de dialogue et des mécanismes de résolution des conflits ;
- le soutien aux initiatives visant à renforcer les identités nationales, la cohésion sociale et la citoyenneté ;
- la mise en place de dispositifs d'appui aux autres composantes afin de faciliter la systématisation des analyses de conflit et de résilience et la prise en compte de la consolidation de la paix dans leurs interventions.

Dans une démarche de mise en œuvre isolée, aucune de ces activités n'est novatrice et certaines de ces options sont déjà développées dans l'analyse de conflits récemment réalisée lors de l'élaboration du nouveau Référentiel national de développement. Il est donc acquis que plusieurs conditions devraient être remplies pour aboutir à une véritable approche intégrée. Une analyse de contexte et de conflits conjointe spécifique aux zones d'intervention, une programmation complémentaire sur la base d'un ciblage coordonné facilité au niveau des projets ou un cadre de concertation régionale et la mise en place des mécanismes de suivi & évaluation qui vont au-delà du décompte des activités mises en œuvre ou de la mesure des résultats techniques, mais qui mettent en évidence la contribution des interventions à la prévention.

Gestion des déplacements massifs (PDI et ménages hôtes)

Le deuxième domaine de convergence est lié aux questions des déplacements massifs que le Burkina Faso a connus au cours des dernières années. Cette crise humanitaire avec 1,2 million de personnes déplacées a suscité une réponse humanitaire en vue d'apporter du soutien dans des domaines d'urgence comme la provision d'abris, de services WASH, de sécurité alimentaire, d'éducation, de santé, de nutrition et de protection. Cette crise intervient dans un contexte de besoins significatifs en matière de développement avec 2,3 millions de personnes non déplacées dans le besoin. L'accès aux services de base n'est pas seulement mis en question pour les personnes déplacées mais aussi pour une large partie de la population. Les besoins en matière de paix qui en résultent sont multiples et comprennent entre autres la gestion des tensions entre personnes déplacées et les communautés hôtes, les conflits fonciers et l'accès équitable aux ressources naturelles. Les exemples suivants présentent des projets qui essaient de répondre à cette situation avec des approches différentes :

Le projet mis en œuvre par l'OIM et le HCR vise à renforcer les liens entre les jeunes déplacés et les jeunes des communautés hôtes à travers des initiatives socioculturelles et économiques. Le projet passe par des renforcements de capacités techniques des jeunes pour aboutir au développement et à la mise en œuvre conjointe des actions communautaires. Ces activités permettent aux jeunes des différents groupes d'avoir un espace pour interagir et prendre l'initiative pour une amélioration des conditions de vie pour eux-mêmes et leurs communautés.

Appui à la mobilisation des jeunes, acteurs de la cohésion sociale et de la paix dans les régions du Centre-Nord et du Sahel du Burkina Faso

financé à hauteur de 1.5 million de dollars par le PBF, mis en œuvre par l'OIM et le HCR.

Résultat 1 : Les initiatives socioculturelles et économiques conjointes des jeunes des communautés déplacées/hôtes sont identifiées, accompagnées et mise en œuvre avec succès

Le Programme de développement local de l'AFD est un programme régional substantiel entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger qui vise entre autres un renforcement des filières agropastorales pour générer des emplois et des revenus, notamment pour les jeunes et les femmes. Sous la perspective de la consolidation de la paix, plusieurs points sont importants à prendre en compte. Il faut clarifier le rôle de la pauvreté et du chômage comme moteurs clés des conflits, car le sous-développement socio-économique souvent n'est pas en soi une cause structurelle des conflits. Plus souvent, l'inégalité dans la distribution ou dans l'accès aux ressources joue un rôle plus important. D'où la nécessité de veiller à ne pas les exacerber. De plus, les activités de soutien socio-économique risquent de rester au niveau individuel sans arriver à une transformation des relations et institutions sociales. Pour faire face à ces risques, le programme mentionné inclut aussi un renforcement du dialogue social entre les différentes composantes des sociétés locales autour d'une compréhension commune des dynamiques de crises et de conflits et des enjeux de cohésion sociale.

Programme de développement local région des Trois Frontières (Burkina Faso, Mali, Niger)

financé à hauteur de 54 000 000 € (pour une durée de quatre ans) par l'AFD, mis en œuvre par un consortium des ONGs et le MATDC

Objectif 1 : l'appui au développement socio-économique et renforcer la cohésion sociale dans les territoires transfrontaliers

Le projet Renforcement de la résilience des communautés rurales financé par la Coopération belge fonctionne sur une logique similaire. Il porte aussi bien sur les PDI que sur les membres vulnérables des communautés en ce qui concerne leurs besoins urgents et à moyen terme. Comme les interventions de plusieurs autres acteurs, le projet met un focus sur les femmes et les jeunes pour aborder la thématique de la consolidation de la paix en réduisant les inégalités et en mettant en valeur leur capacité à agir en tant qu'agents de transformation des membres de ces groupes souvent marginalisés.

Renforcement de la résilience des communautés rurales du Burkina Faso (financé par la Coopération belge)

financé à hauteur de 11 millions de dollars (pour 7 ans) par la Coopération belge, mis en œuvre par APIL et autres. La finalité est d'améliorer la résilience des communautés, dans ce contexte économique, social, environnemental et politique très fragile. Plus concrètement, l'initiative vise à :

1. répondre aux besoins alimentaires et nutritionnels de base des personnes et familles déplacées par le conflit ainsi que des membres vulnérables des communautés hôtes.
2. assurer la sécurité alimentaire et la résilience aux Changement Climatique et stimuler les économies locales
3. réintégrer socialement les personnes affectées par les crises sécuritaire et sanitaire, mais aussi œuvrer au rétablissement des droits fondamentaux de ces personnes, en particulier les femmes et les jeunes.

Le Projet de renforcement de la cohésion sociale dans la commune de Dori vise la réhabilitation des infrastructures sanitaires et scolaires. La création des comités de gestion pour les écoles et les centres de santé facilite l'implication de la population et crée des opportunités pour des rencontres et des échanges entre différents groupes. Il faut bien définir le rôle des services sociaux de base dans la contribution à la consolidation de la paix.⁷⁵ L'accès aux services dans le domaine de l'éducation, de la santé ou de l'eau et l'assainissement est primordial pour la réalisation de la dignité et la sécurité humaine dans une perspective de paix positive. De même, il faut aussi noter que ce n'est pas nécessairement le manque des services sociaux de base mais l'inégalité dans leur distribution et accès et l'exclusion qui en résulte qui sont souvent les facteurs moteurs des conflits. Dans ce sens, le projet travaille sur la perte de confiance de la population vis-à-vis des prestations de l'État à travers des campagnes de sensibilisation prenant la forme d'émissions radio-phoniques, de causeries-débat et de théâtres forum. Sur la base de ces approches, il vise à renforcer parallèlement la cohésion sociale au niveau horizontal (c'est-à-dire entre différents groupes de la popula-

75 Voir PBSO (2012): [Peace Dividends and Beyond: Contributions of Administrative and Social Services to Peacebuilding](#).

tion) et au niveau vertical (c'est-à-dire entre les populations et l'Etat).

Projet de renforcement de la cohésion sociale dans la commune de Dori

financé à hauteur de 750 000 euros par l'AFD, mis en oeuvre par A2N

Objectif spécifique 1 : revitaliser les lieux de vie et de rencontres des différentes communautés à travers la réhabilitation des infrastructures de services sociaux de bases (centres de santé et écoles) et la mise en place de leurs comités de gestion.

Objectif spécifique 2 : redynamiser les espaces de concertation entre les communautés et les instances de gouvernance locale.

Beaucoup d'interventions visent la création ou le renforcement des cadres de dialogue et des mécanismes de la résolution pacifique des conflits. Un sous-groupe de ce type de projets soutient les mécanismes de résolution de conflits entre des agriculteurs et des éleveurs (voir par exemple le projet *Peaceful pastoralism in the Sahel*, financé par SIDA et les activités de l'OIM et de la FAO dans le domaine). Le projet Appui à la gestion pacifique de conflits locaux dans les régions du Sahel et du Nord, est un exemple d'une telle intervention qui englobe un recensement des mécanismes existant, un programme de renfor-

cement des capacités et des efforts pour rendre les mécanismes plus inclusifs. Les acteurs humanitaires (surtout en ce qui concerne les conflits entre les personnes déplacées et des membres des communautés hôtes) et les acteurs de développement semblent œuvrer de façon directe à la consolidation de la paix à travers la mise en œuvre des projets de ce type. Le risque de ces projets est lié à leur prolifération qui peut résulter de la création des structures parallèles qui laissent les populations locales choisir entre les différents mécanismes (avec des conséquences négatives quant à la légitimité, à l'efficacité) et la pérennisation de ceux-ci. Il existe des projets qui travaillent déjà sur ce domaine de convergence. Ce qui manque est une vision stratégique et une formalisation des coopérations aux niveaux de projets ou à travers des mécanismes de coordination pour que ces approches intégrées deviennent le standard.

Appui à la Gestion Pacifique de Conflits Locaux dans les Régions du Sahel et du Nord

financé à hauteur de \$ 2 200 134 par le PBF, mis en œuvre par le PNUD et le HCR

Résultat 1 : A la fin du programme, les mécanismes traditionnels et modernes de prévention et de gestion de conflits sont opérationnels, inclusifs et travaillent en synergie.

Points d'entrées pour opérationnaliser le nexus

En vue d'opérationnaliser le nexus, les points suivants ont été proposés par les acteurs :

- la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent. Elle peut servir de point d'entrée pour une approche intégrée si elle est conçue en tant que réponse holistique des acteurs humanitaires, de développement et de la consolidation de la paix ;
- l'élaboration du Référentiel national de développement et ses plans d'opérationnalisation ;
- la nécessité exprimée d'une analyse conjointe et localisée des causes de conflits, des risques et vulnérabilités (besoins HDP) afin d'aboutir à un document de planification commun, s'alignant sur les cadres stratégiques nationaux mais avec une emphase locale ;
- l'existence de diverses initiatives conjointes adoptant l'approche nexus en cours d'élaboration dans différentes régions (Stratégie d'accès des PDI au foncier, Programme conjoint des agences onusiennes, etc.) ;
- l'analyse partagée du contexte (besoins des communautés) ;
- le besoin de renforcement des capacités des acteurs locaux ;
- l'utilisation de la Matrice d'action prioritaire (MAP) ;
- la plateforme d'accélération du nexus ;
- l'hétérogénéité des besoins des bénéficiaires des programmes dans la mesure où les mêmes populations peuvent avoir des besoins nécessitant une réponse liée à la fois au domaine humanitaire, de développement et de paix.

5. Recommandations et actions

5. Recommandations et actions

Les recommandations contenues dans le tableau ci-dessous sont proposées par les acteurs clés en vue d'opérationnaliser le nexus au Burkina Faso. Elles sont classifiées par ordre de priorité et certaines d'entre elles sont assorties d'actions.

RECOMMANDATIONS	ACTIONS	ACTEURS DE MISE EN ŒUVRE
Fondation (première étape) <i>(Recommandations indispensables et urgentes à mettre en œuvre pour l'opérationnalisation du nexus)</i>		
Valider le processus de l'opérationnalisation du nexus au niveau central à travers un ancrage institutionnel en lien avec les mécanismes du RND.	Présenter les résultats du rapport aux acteurs gouvernementaux	Système des Nations Unies (SNU) - PNUD - Interpeace - gouvernement burkinabè
	Organiser des rencontres d'échanges avec les partenaires pour leur adhésion à l'initiative	
Créer un comité technique d'appui aux acteurs, d'orientation et de développement d'outils pour la mise en œuvre du nexus.	- Organiser des rencontres avec les clusters et les CSD au niveau national à l'effet de sensibiliser et identifier les outils nécessaires afin de soutenir la mise en cohérence des composantes humanitaires, de développement et de paix dans ces mécanismes de coordination. Déployer le même processus au niveau régional sur la base d'un programme adapté.	Système des Nations Unies (SNU) - PNUD - Interpeace - gouvernement burkinabè - organisations internationales - PTF
	- Concevoir un programme de renforcement des capacités pour les mécanismes de coordination et des organisations membres.	
	- Faciliter les analyses de conflits sur la base des critères de qualité développés conjointement, de la collecte et de la diffusion des analyses de contexte et de conflits existantes.	
	- Préparer et diffuser un inventaire des pratiques prometteuses sur les domaines de convergence d'une approche intégrée nexus HDP avec un focus sur la dimension de la consolidation de la paix.	
	- Renforcer les pratiques de localisation et de la redevabilité auprès des communautés à la base. A cette fin, il est proposé d'organiser une série d'événements régionaux (un dans chaque région du PUS/BF en 2021) pour la sensibilisation, le renforcement des capacités et la consultation des acteurs locaux.	
	- Fournir un appui financier pour la tenue des rencontres.	

RECOMMANDATIONS	ACTIONS	ACTEURS DE MISE EN ŒUVRE
Favoriser une meilleure connaissance et compréhension de l'approche nexus.	Appuyer financièrement le renforcement des capacités des acteurs à tous les niveaux.	PTF
Engager la mise en œuvre du nexus par certaines régions notamment celles qui ont bénéficié de l'étude pour produire des évidences et faciliter un passage à l'échelle nationale (utiliser le cas de la région de Centre-Nord comme une expérience pilote).	Partager l'expérience et les leçons apprises du Centre-Nord aux autres régions.	Système des Nations Unies (SNU) - PNUD - Interpeace - gouvernement burkinabè - collectivités locales - organisations internationales - PTF
Intégrer la dimension consolidation de la paix dans le RND ainsi que dans ses outils de suivi et évaluation.	Formuler les indicateurs quantitatifs et qualitatifs pertinents. Mettre à jour la matrice de suivi des indicateurs. Capitaliser les approches existantes.	Gouvernement burkinabè
Mettre en place un mécanisme d'information en temps réel sur les risques et incidents de sécurité et catastrophes.	Identifier des institutions et organes cibles.	Gouvernement burkinabè - collectivités locales - système des Nations Unies (SNU) - PNUD - organisations internationales - PTF
Promouvoir une approche intégrée dans les zones et domaines de convergence.	Elaborer un document d'orientation sur les approches intégrées, prenant en compte la participation des populations concernées. Mettre en place un système d'alerte rapide. Adopter des mécanismes en charge des mesures de mitigation.	Gouvernement burkinabè
Intensifier le travail de la Troïka sur l'analyse conjointe pour une meilleure appréciation de la contribution des PTF aux résultats nexus HDP et alimenter le dialogue avec le gouvernement sur les orientations nationales.	Intégrer le nexus dans le mandat de la Troïka. Impliquer d'autres acteurs de mise en œuvre dans la Troïka.	PTF - organisations internationales, OSC nationales, gouvernement burkinabè
Harmoniser le contenu de la dimension paix au sein de la Troïka en s'accordant sur les terminologies : paix, sécurité et cohésion sociale.	Organiser des ateliers d'information entre les membres de la Troïka. Vulgariser le référentiel des terminologies.	PTF - Organisations internationales, OSC nationales, gouvernement burkinabè
Renforcer la cohérence des mécanismes de financement de l'aide humanitaire, du développement et de la consolidation de la paix dans l'esprit de surmonter les silos internes de la coopération bi- et multilatérale.	Faire une programmation conjointe des actions.	PTF

RECOMMANDATIONS	ACTIONS	ACTEURS DE MISE EN ŒUVRE
Garantir des financements structurants pour la mise en œuvre des stratégies et mécanismes nationaux propices à l'opérationnalisation du nexus HDP, tel que la MAP/PUS, le RND, les Plans locaux de développement (PLD)	Mettre en place un panier commun en faveur des mécanismes nationaux propices à l'opérationnalisation de l'approche nexus.	PTF
Fédérer et renforcer davantage aux niveaux régional, provincial et communal les mécanismes de coordination.	Avoir une concertation permanente entre les partenaires et l'Etat sur les questions de fragilité au niveau du pays.	Collectivités locales - organisations internationales - gouvernement - PTF
	Impliquer systématiquement l'Etat et l'Unité de coordination du PUS-BF (UC-PUS-BF) dans les processus de consultation et de formulation des projets et programmes intervenants dans les zones fragiles pour une meilleure orientation dans le ciblage des bénéficiaires et des actions.	
	Transmettre à l'UC-PUS-BF toutes les données d'exécution des projets et programmes financés par les partenaires en vue de l'actualisation de la cartographie des interventions des partenaires.	
	Renforcer les capacités techniques et organisationnelles de ces mécanismes.	
Renforcer au niveau des mécanismes de financement la prise en compte des besoins urgents et sur le long terme, des populations touchées, en particulier celles marginalisées.	Encourager la participation active des populations dans le cycle de vie des projets et programmes (formulation, mise en œuvre, suivi-évaluation).	Système des Nations Unies (SNU) - PNUD - organisations internationales - gouvernement - PTF
Investir dans la participation active des OSC et les institutions locales à travers une coordination de qualité sur le nexus HDP.	Informar les OSC et des institutions locales sur la prise en compte de l'approche nexus dans les projets et programmes mis en œuvre.	Système des Nations Unies (SNU) - PNUD - organisations internationales - faïtières des OSC - gouvernement - PTF
Assurer le respect de la charte internationale de partenariat en incluant le leadership local dans le cahier de charge des organisations internationales.	Vulgariser la charte internationale de partenariat.	Organisations internationales - PTF
Renforcer le dialogue entre le gouvernement, les collectivités locales et les PTF sur la complémentarité entre les approches sécuritaire et consolidation de la paix.	Consulter les parties prenantes.	Gouvernement burkinabè - collectivités locales - système des Nations Unies (SNU) - PNUD - organisations internationales - PTF
	Adopter des textes réglementaires du cadre de dialogue.	
Renforcer les échanges, la concertation et la coordination entre les acteurs de la sécurité, de la stabilisation, du développement et de l'aide humanitaire dans le respect des principes d'intervention de chacun selon la démarche nexus.		Gouvernement burkinabè - FDS - collectivités locales - système des Nations Unies (SNU) - PNUD - organisations internationales - PTF

RECOMMANDATIONS	ACTIONS	ACTEURS DE MISE EN ŒUVRE
Piliers (seconde étape) <i>(Recommandations essentielles pour le bon fonctionnement du nexus)</i>		
Développer- avec l'appui des PTF - une base de données interactive qui présente en temps réel un aperçu des interventions humanitaires, de développement et de consolidation de la paix menées par le gouvernement et ses PTF avec une forte implication des DREP et des collectivités locales.	Concevoir une base de données en ligne.	Gouvernement burkinabè - PTF
	Former des gestionnaires.	
	Alimenter régulièrement la base de données.	
Investir davantage dans la déconcentration et la décentralisation pour assurer le financement et la fonctionnalité des mécanismes de coordination aux niveaux régional, provincial et communal et renforcer le lead des services déconcentrés et décentralisés de l'Etat au niveau des clusters. A court terme, il conviendrait pour l'Etat de renforcer sa présence ainsi que la sécurisation dans les zones fragiles.	Mobiliser des ressources financières pour le fonctionnement des mécanismes de coordination.	Gouvernement burkinabè – collectivités locales - PTF
	Renforcer la participation et le leadership des services techniques déconcentrés et des collectivités locales dans le mécanisme de coordination (clusters, groupe de travail, etc.).	
	Appliquer les textes sur la décentralisation notamment les aspects de transfert de fonds.	
Inciter l'opérationnalisation du nexus HDP au niveau organisationnel.	Exiger des analyses de conflits plus rigoureuses conduites par des entités expertes en la matière.	PTF
	Stimuler la mise en cohérence des aspects humanitaires, de développement et de la consolidation de la paix dans la programmation des organisations et/ou à travers la mise en consortium, les lignes directrices des appels à projets ou d'autres formes de programmation conjointe.	
	Mettre un accent sur la nécessité de documenter des résultats à travers l'éventail HDP sur la base des systèmes de suivi et évaluation de qualité.	PTF
	Appliquer plus de rigueur dans l'intégration des approches de sensibilité aux conflits et le « Ne pas nuire » et veiller à leur application effective.	
	Montrer plus de flexibilité dans la prise en charge des ressources humaines et/ou de l'infrastructure nécessaires pour mettre en œuvre des activités nexus HDP de qualité.	
Intégrer davantage les aspects de développement dans les financements et adapter l'appui en fonction des besoins des populations vivant dans un contexte sécuritaire fragile.		PTF

RECOMMANDATIONS	ACTIONS	ACTEURS DE MISE EN ŒUVRE
Toiture (troisième étape) <i>(Recommandations permettant d'assurer l'impact et la visibilité du nexus)</i>		
Accroître les financements prévisibles, souples et pluriannuels soutenus par un renforcement des outils de gestion adaptative.	Faire une programmation budgétaire en tenant compte des trois piliers.	PTF
Simplifier les cadres contractuels et réviser les critères d'accès aux financements pour en faciliter l'accès direct par les organisations locales.		PTF
Mettre en place des mécanismes de collecte de données, de redevabilité et de plaintes directement auprès des communautés touchées par des interventions surtout dans des contextes difficiles.	Harmoniser les outils de collecte de données participatifs.	Organisations internationales
Mettre en place des moyens et des mécanismes de suivi-évaluation des projets.	Suivi-évaluation des projets nexus	PTF (pour l'appui financier pour l'évaluation externe) - comité technique mis en place (pour les mécanismes de suivi-évaluation des projets)

Bibliographie

1. ACLED (2019) : [Insecurity in Southwestern Burkina Faso in the Context of an Expanding Insurgency](#).
2. ACROPOLIS (2017) : [Guidance on Fragility](#).
3. AFD (mise à jour en 2020): Le dispositif de suivi-évaluation adapté (DSEA) aux zones de crise.
4. Böhm, Daniela (ed.) (2019) : [The Nexus. Joining Forces – Peace-building – Humanitarian Assistance and Development Co-operation](#).
5. Bureau de la coordination du SNU: HDP Nexus Coordination – région du Centre-Nord (document inofficiel).
6. CARE (2018) : [Doing Nexus Differently: How can Humanitarian and Development Actors Link or Integrate Humanitarian Action, Development, and Peace?](#)
7. Center on International Cooperation (2019) : [The Triple Nexus in Practice: Toward a New Way of Working in Protracted and Repeated Crises](#).
8. Chigas, Diana et Woodrow, Peter (2018) : [Adding Up to Peace. The Cumulative Impacts of Peace Programming](#).
9. Conseil de l'Union européenne (2017) : [Operationalising the Humanitarian Development Nexus](#)
10. Gouvernement du Burkina Faso (2016) : [Plan de développement économique et social 2016-2020](#).
11. Gouvernement du Burkina Faso (2017) : [Stratégie décennale de la décentralisation 2017-2026](#).
12. Hövelmann, Sonja (2020): [Triple Nexus to go: Humanitarian Topics Explained](#). Centre for Humanitarian Action (CHA).
13. Humanitarian Law & Policy Blog : [Revisiting the Nexus: Numbers, Principles and the Issue of Social Change](#).
14. IASC (2019) : [Collective Outcomes Progress Mapping](#).
15. IASC (2020): [UN-IASC Light Guidance on Collective Outcomes](#).
16. ICVA (2018) : [The 'Nexus' Explained](#). Briefing Paper.
17. IDH (2020) : [Human Development Report 2020](#).
18. International Crisis Group (2020) : [Burkina Faso. Sortir de la spirale des violences](#).
19. Interpeace (2020) : Jeter les bases d'une paix durable au Burkina Faso. Analyse participative des facteurs de conflit et de résilience.
20. Interpeace (2020) : Thematic WASH and Peacebuilding Case Study: Review of UNICEF's Approach to Peacebuilding, Social Cohesion, Violence Prevention and Conflict Sensitivity.
21. Interpeace (2021): [Facing escalating violence with resilience in Burkina Faso](#).
22. IPSO Conseils & Institut Develop (2020) : [Evaluation indépendante à mi-parcours de la mise en œuvre du Plan National de Développement Economique et Social \(PNDES\). Rapport Final](#).
23. Mason (2012): [Relationships between Water Supply, Sanitation and Hygiene \(WASH\) Service Delivery and Peace-building and State-building: A Review of the Literature](#) (ODI Working Paper 362).
24. Medinilla, Alfonso et al (2019) : [Think Local. Governance, Humanitarian Aid Development Peacebuilding in Somalia](#). Discussion Paper No. 246. ECDPM.

25. OCHA (2017), [New Way of Working](#).
26. OCHA (2018) : [Collective Outcomes. Operationalizing the New Way of Working](#),
27. OCHA (2021) : [Burkina Faso Plan de Réponse Humanitaire 2021 Version Abrégée \(janvier 2021\)](#)
28. OECD/CAD (2019) : [Recommandation du CAD sur l'articulation entre action humanitaire, développement et recherche de la paix](#)
29. Oxfam (2019) : [The Humanitarian-Development-Peace Nexus: What Does it Mean for Multi-mandated Organizations?](#)
30. PBF (2020) : Termes de référence du Comité technique de suivi (CTS) des projets financés par le Fonds de consolidation de la paix (PBF).
31. PBF (2020) : Examen de l'évaluabilité 2020. Portefeuille du Fonds pour la consolidation de la paix (PBF) au Burkina Faso.
32. PBF (2020) : Note conjointe pour la mise en place du Comité conjoint d'orientation.
33. PBSO (2012): [Peace Dividends and Beyond: Contributions of Administrative and Social Services to Peacebuilding](#).
34. Pedersen, Finn Skadkaer (2016): [The Nexus of Peacebuilding, Development and Humanitarianism in Conflict Affected Contexts. A Respect for Boundaries](#). MSF.
35. Pedersen, Finn Skadkaer (2020) : [The Triple Nexus. Building Resilience. Introduction and Discussions](#)
36. Pedersen, Finn Skadkaer et al (2019) : [Stabilization-Development Nexus](#);
37. Peters, Katie et Pichon, Florence (2017) : [Crisis Modifiers. A Solution for a more Flexible Development-Humanitarian System](#). BRACED.
38. Poole, Lydia (avec Vance Culbert) (2019) : [Financing the Nexus. Gaps and Opportunities from a Field Perspective](#) (commandé par FAO, NRC et PNUD): „Invest in institutional capabilities to design and deliver better programming. Donor capacity to invest is impeded by a limited pipeline of quality fundable programmes”.
39. PUS-BF (2019) : [Programme d'urgence pour le Sahel au Burkina Faso \(PUS-BF\). Sécurité et développement économique et social pour une prospérité partagée et durable dans le Sahel](#).
40. PUS-BF (2020) : Deuxième session ordinaire 2020 du Conseil d'orientation stratégique. Rapport d'avancement au 30 juin 2020.
41. PUS-BF (2020): Matrice d'actions prioritaires du PUS-BF 2020-2021.
42. REACH Research Group (2020): [Evaluation territoriale – Ville de Kaya](#) et [Commune de Barsalogho – Evaluation territoriale](#).
43. Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies, A/RES/70/262 du 12 mai 2016.
44. Senge, Peter (2006): The Fifth Discipline. The Art and Practice of the Learning Organization. Rev. and updated edition
45. Senge, Peter et al (1994): The Fifth Discipline Fieldbook. Strategies and Tools for Building a Learning Organization.
46. SFCG (2020): [Etude de base du Projet PAF001. Soutenir le dialogue mené par les jeunes pour la paix et la stabilité au Sahel](#).
47. SFCG (2020): [Recommendations for the Integration of Conflict Sensitivity into the Targeting of Households facing Extreme Poverty](#)
48. Shelter Cluster/UNHCR (2021) : [Burkina Faso. Cartographie des contraintes d'accessibilité \(à la date du 31 déc. 2021\)](#).
49. SIDA (2020): [Humanitarian-Development-Peace Nexus. Guidance Note for SIDA](#).
50. SIPRI (2019) : [Connecting the Dots on the Triple Nexus](#).

51. Südhoff, Ralf et al. (2020): [The Triple Nexus in Practice: Challenges and Options for Multi-Mandated Organisations \(Centre for Humanitarian Action\)](#).
52. Système des Nations Unies (2018) : [Cadre de coopération entre le Burkina Faso et le système des Nations Unies 2018-2020](#).
53. Tearfund (2013): [Double Dividends: Exploring How Water, Sanitation And Hygiene Programs Can Contribute To Peace- And State-Building](#),
54. Thomas, Manisha (2019): [NGO Perspectives on the EU's Humanitarian-Development-Peace Nexus Approach. Exploring the Challenges and Opportunities](#) (VOICE).
55. Troïka (2014) : Troïka des partenaires techniques et financiers au Burkina Faso. Termes de reference.
56. United Nations Joint Steering Committee (2019) : [Burkina Faso. Joint Steering Committee Progress Review](#).
57. USAID (2014): [Water & Conflict: A Toolkit for Programming](#), [A Matter of Survival - Report of the Global High-Level Panel on Water and Peace](#) (2017)
58. Weinthal, Troell & M Nakayama (eds) (2014): Water and Post-Conflict Peacebuilding. London: Routledge.

Annexes

Annexe I : Liste des personnes interviewées

Nom	Organisation	Fonction	Ville/localité
Brenot, Audrey	ACTED	Représentante pays	Ouagadougou
Malinge, Antonin	ACTED	Senior MEAL Officer	Ouagadougou
Baron, Julie	AFD	Directrice adjointe	Ouagadougou
Carneau, Faustine	AFD	Project Officer Governance/ Conflict	Ouagadougou
Schalenbourg, Wim	Ambassade de Belgique	Chef de coopération	Ouagadougou
Jonsson, Erik	Ambassade de Suède	Chargé de programmes senior, spécialiste pour le Sahel	Ouagadougou
Nikiéma, Nathalie	Centre d'études et de coopération Internationale	Directrice pays	Ouagadougou
Sakande, Souleymane	Cluster Education/ UNICEF ⁷⁶	Information Management Specialist	Ouagadougou
Kagayo, Paul	Cluster Nutrition/ Action contre la faim	Coordinateur adjoint	Ouagadougou
Rama, Martina	Cluster WASH/ UNICEF	Coordinatrice	Ouagadougou
Savary, Laurent	Coopération suisse	Chargé de programme humanitaire	Ouagadougou
Buyse, Delphine	DG ECHO	Cheffe de bureau	Ouagadougou
Dakouré, Issaka	Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la cohésion sociale	Chargé de mission	Ouagadougou
Ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et du développement, chargé de l'aménagement du territoire et de la prospective	MINEFID		Ouagadougou
Suzanne, Sidibé	Direction générale du développement territorial	Chargé de suivi-évaluation	Ouagadougou
Elie Tiemtoré	Direction générale du développement territorial	Chargée de composante au PUS	Ouagadougou
Ousmane Ouandaogo	Direction générale du développement territorial	Chargée de composante au PUS	Ouagadougou

76 Ce sigle renvoie au fonds des nations unies pour l'enfance

Nom	Organisation	Fonction	Ville/localité
Directeur général de la cohésion sociale	Direction générale de la cohésion sociale		Ouagadougou
Behiguim, Gédéon	Nations Unies - Bureau de la coordination	Coordonnateur du secrétariat PBF/PUS	Ouagadougou
Kabore, Yolande	Nations Unies - Bureau de la coordination	Coordinatrice du nexus	Ouagadougou
Nguedjeu, Angeline	Nations Unies - Bureau de la coordination	Conseillère Paix et développement	Ouagadougou
Sidibé, Sadou	Geneva Centre For Security Sector Governance (DCAF)	Conseiller en réforme des secteurs de la sécurité	Ouagadougou
Somda, Anselme	Centre pour la gouvernance démocratique (CGD)	Chargé de programme	Ouagadougou
Sawadogo, Mariama	Search For Common Ground (SFCG)	Représentante pays	Ouagadougou
Dabiré, Anthierley Prosper	Mercy Corps	Country Coordinator- Burkina Faso	Ouagadougou
Kaboré, Korotimi	Observatoire national de prévention et de gestion des conflits (ONAPREGECC)	Cheffe du département de formation, d'informations et de sensibilisation	Ouagadougou
Boyer, Pauline	OCHA	Cheffe de l'Unité de coordination	Ouagadougou
Knutson, Kirsten	OCHA	Représentante	Ouagadougou
Weixelbaumer, Birgit	OIM	Chargé de projet/ Unité d'urgences	Ouagadougou
Mbanda, Martin Bisoka	PNUD	Conseiller en prévention des conflits et résilience	Ouagadougou
Zongo, Joanny	PUS	Chargé de suivi	Ouagadougou
Sinwinde, Daouda	ST Troïka	Coordonnateur	Ouagadougou
Fichter, Pierre	Terre des Hommes	Coordonnateur FFU Cohésion sociale	Ouagadougou
Kone, Ali	UNFPA	Chargé de programme Population & développement	Ouagadougou
Maistre, Nicolas	HCR	Senior Development Officer	Ouagadougou
Nama, Sandrine	USIP	Représentante Pays	Ouagadougou
Konaté, Issa	ACTED	Responsable de base	Kaya
Bamogo, Seydou	Action pour la promotion des initiatives locales de développement (APIL)	Chef du sous-bureau	Kaya
Sanfo, Jean Cyrille	APIL	Chargé de projet	Kaya
Sana, Ousséini	Association ATAD (Alliance technique d'assistance au développement)	Chef de bureau	Kaya
Bamogo Boukary	ATAD	Membre du cluster Sécurité alimentaire	Kaya
Traoré, Yacouba	ATAD	Membre du cluster Sécurité alimentaire	Kaya

Nom	Organisation	Fonction	Ville/localité
Ndikumwenayo, Steve	Bureau de la coordination	Coordinator HDP Nexus	Kaya
Président du Conseil régional du Centre-Nord	Conseil régional du Centre-Nord		Kaya
Directeur régional de l'économie et de la planification	Direction régionale de l'économie et de la planification		Kaya
Directeur régional de la femme, de la solidarité nationale, de la famille et de l'action humanitaire	Direction régionale de la femme, de la solidarité nationale, de la famille et de l'action humanitaire		Kaya
Chef de service à la promotion entrepreneuriale des jeunes et de l'éducation permanente	Direction régionale de la jeunesse et de l'insertion socio-professionnelle		Kaya
Traoré, Lamien Fleur	FAO	Membre du cluster Sécurité alimentaire	Kaya
Gouverneur de la région du Centre-Nord	Gouvernorat du Centre-Nord		Kaya
Adjoint au Maire	Mairie de Kaya		Kaya
Palgo, Salif	NRC ⁷⁷	Membre du cluster Sécurité alimentaire	Kaya
Nsabiyeze, Simon	OCHA	Chef de bureau adjoint/Chef de sous-bureau Kaya	Kaya
Benge, Elvis	OIM	Chef de sous-Bureau	Kaya
N.N.	PAM	Membre du cluster Sécurité alimentaire	Kaya
Sema, Aloys	PAM	Chef de sous-bureau	Kaya
Simané, Ouoba	Plan international	Chargé du programme d'éducation en situation d'urgence	Kaya
Veromanantsoa, Debora	PNUD	Point focal PNUD dans la région du Centre-Nord	Kaya
Ouédraogo, Saoudate	Réseau des femmes leaders pour la tolérance et la paix	Présidente	Kaya
Ouédraogo, Sabine	Coordination régionale des organisations féminines du Sahel	Présidente de la Coordination régionale des femmes	Dori
Dicko, Oumarou Bila	CROSC	President	Dori
Ouédraogo, Lassané	DR Action humanitaire/ SAHEL	Directeur regional	Dori
Kisula, André Kabale	DRC	Area Manager	Dori
Da, Sié Arnold	DREA/SAHEL	Membre cluster WASH	Dori
Kaboré, B Abdoulaye	DREA/SAHEL	Membre cluster WASH	Dori
Ouédraogo, Abdoul Razak	DREA/SAHEL	Membre cluster WASH	Dori
Ouédraogo, O Benoît	DREA/SAHEL	Membre cluster WASH	Dori

77 Norwegian refugee council

Nom	Organisation	Fonction	Ville/localité
Ayoub, Ould Targui	DREP/SAHEL	Directeur régional	Dori
Hazraz, Bilal Kamaza	MSF	Membre cluster WASH	Dori
Coulibaly, Guillaume	OCHA	Humanitarian Affairs Officer/ Coordonnateur des clusters	Dori
Cissé, Oumarou	ONG A2N	Directeur exécutif	Dori
Zougouri, Adama Alexandre	OXFAM	Coordonnateur cluster Wash	Dori
Ramdé, François Paul	UFC Dori	Coordonnateur	Dori
Rudacoragora, Monique	HCR	Cheffe de sous-bureau	Dori
Wozuame, Kossi	UNICEF	Point Focal cluster Wash	Dori
Traoré, Karim	AGED	Chef d'antenne	Dédougou
Sa Majesté Chef de canton de Dédougou	Association massathon	Président de l'association	Dédougou
Président de la Chambre régionale de l'agriculture	Chambre régionale de l'agriculture		Dédougou
2 ^e vice-président du Conseil régional	Conseil régional		Dédougou
Chef du Service des statistiques	Directeur du Service des statistiques		Dédougou
Chef du Service protection	Direction régionale de l'action humanitaire		Dédougou
Directeur régional de l'agriculture	Direction régionale de l'agriculture		Dédougou
Directeur régional de l'économie et de la planification	Direction régionale de l'économie et de la planification		Dédougou
Yaro, Zakarya	DRC	Area Manager	Dédougou
Zoungrana, Denis	DRC	Chef de projet Safe School	Dédougou
Gouverneur de la région	Gouvernorat de la Boucle de Mouhoun		Dédougou
Bazie, Evariste	Inter SOS	Coordonnateur terrain/Sourou	Dédougou
Djerma, Salifou	Inter SOS	Coordonnateur terrain/Mouhoun	Dédougou
Ouédraogo, Serge Désiré Wuidimbasba	Save The Children	Responsable du bureau /Boucle du Mouhoun	Dédougou
Ouédraogo, Dieudonné	SOS Jeunesse et Défis	Responsable suivi-évaluation	Dédougou
Ouédraogo, Léonard	SOS Jeunesse et Défis	Coordinateur	Dédougou
Yeo, Alama	Terre des Hommes	Responsable de zone	Dédougou

Groupes de discussion

Types de Groupes de discussion	Nombre de personnes rencontrées	Sexe		Ville/localité
		F	H	
Groupes de discussion avec les réfugiés maliens	20 personnes	7	13	Dori
Groupes de discussion avec les PDI	23 personnes	14	9	Dori
Groupes de discussion avec les PDI	15 personnes	5	10	Dédougou, Nouna, Tougan
Groupes de discussion avec la population (différentes catégories de la population burkinabè au niveau de la région)	9 personnes	5	4	Dédougou
Groupes de discussion avec des bénéficiaires des projets/programmes des ONG	7 personnes	3	4	Dédougou
Groupes de discussion avec les PDI et ménages hôtes bénéficiaires des projets	18 personnes	6	12	Kaya
Total	92 personnes	40	52	

Liste des participants à l'atelier de restitution et de validation régionale des résultats de l'étude	Localité
Gouvernorat	Dori
OCHA	Dori
5 personnes déplacées internes	Dori
4 réfugiés	Dori
DREP	Dori
DRFSNFAH/SAHEL	Dori
CROSC/Sahel	Dori
DREA/ SAHEL	Dori
ONG Oxfam	Dori
Association A2N	Dori
TERRE EAU VIE	Dori
Coordination régionale des organisations féminines	Dori
Gouvernorat	Kaya
DREP	Kaya
Mairie	Kaya
Association AVAD	Kaya
PNUD	Kaya
Conseil régional de la jeunesse	Kaya

Bureau de la coordination des Nations Unies	Kaya
Réseau des femmes leaders pour la tolérance et la paix	Kaya
Coordination régionale des organisations féminines	Kaya
Direction régionale de l'action humanitaire	Kaya
5 personnes déplacées internes	Kaya
Association ATAD	Kaya
ONG TDH	Dédougou
ONG INTER SOS	Dédougou
ONG Save The Children	Dédougou
Conseil régional de la jeunesse	Dédougou
Association AGED	Dédougou
Coordination régionale des organisations féminines	Dédougou
Direction régionale de l'agriculture	Dédougou
5 personnes déplacées internes (PDI)/bénéficiaires de projets	Dédougou
5 représentants de familles d'accueil de PDI	Dédougou



info@interpeace.org
www.interpeace.org
[@InterpeaceTweet](https://twitter.com/InterpeaceTweet)

www.bf.undp.org
Twitter : [@PNUD_BFA](https://twitter.com/PNUD_BFA)
Facebook : [@pnudburkinafaso](https://facebook.com/pnudburkinafaso)
registry.bf@undp.org
bf.communication@undp.org